l'unité

M 2805 - N° 447 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 11 décembre 1981

Un langage clair, responsable, généreux

PAR CLAUDE ESTIER

EN une heure de télévision François Mitterrand a atteint l'objectif qu'il s'était fixé : convaincre les Français — qui attendaient cette intervention — qu'il n'a qu'un seul langage, que celui qu'il tient aujourd'hui est le même que celui qu'il tenait lorsqu'il était le candidat socialiste à la présidence de la République. Elu pour appliquer une politique, il n'entend ni aller au-delà ni s'arrêter en chemin et de là découle cette « règle du jeu » qu'il propose aux partenaires sociaux et d'abord aux chefs d'entreprises à qui il rappelle qu'il est à l'Elysée pour sept ans et pour y appliquer son programme et non celui de ses adversaires.

Ainsi se trouve ramenée à sa juste dimension cette affaire qui a fait pendant plusieurs jours les gros titres d'une presse prompte à spéculer sur de prétendues divergences à l'intérieur du gouvernement. Cette « espérance diffuse » de l'opposition se trouve, du coup, réduite à néant : il n'est pas question de ralentir l'allure. Après la décentralisation et les nationalisations qui seront votées avant la fin de la présente session parlementaire, viendra le train des réformes sociales résultant des ordonnances que l'Assemblée nationale a autorisé le gouvernement à prendre de janvier à mars. Puis, dans le courant de l'année prochaine, la réforme fiscale, celle de la Sécurité sociale, celle de l'audiovisuel.

Le programme est vaste mais il est clair et sans surprise puisqu'il découle du contrat qui a été passé avec les Français au printemps dernier. Ceux qui attendaient un recul seront déçus mais ne pouvant plus l'espérer, peut-être certains d'entre eux en viendront-ils à plus de réalisme.

A ce sujet, il convient de méditer sur ce que François Mitterrand a dit de la façon dont il conçoit son rôle de président et qui est en rupture totale avec celle de Giscard d'Estaing. Celui-ci aimait à disserter sur l'unité des Français mais sans jamais cesser de cautionner une politique favorisant une minorité de privilégiés au détriment des intérêts du plus grand nombre. François Mitterrand a quant à lui l'ambition de rassembler les Français mais il récuse l'unanimisme qui aboutirait à vider de tout contenu ce socialisme à la française dont il a tenu à rappeler à la fois les racines historiques et les caractéristiques propres et dont il a eu raison de souligner aussi qu'il est, avec les nationalisations notamment, un choix politique de société.

Sept mois, jour pour jour, après avoir porté à la tête de l'Etat un président socialiste, les Français ont pu se convaincre mercredi soir qu'ils avaient devant eux le même homme, fort de la même volonté, de la même conviction, de la même sérénité qui lui font replacer son action et celle du gouvernement dans la perspective du temps dont il dispose pour agir.

Certains auront trouvé quelques accents lyriques dans la bouche de François Mitterrand notamment lorsqu'il a évoqué, dans sa conclusion la nécessité de bâtir une nouvelle civilisation qui rassemble au lieu de séparer. On retiendra aussi la franchise avec laquelle il a abordé des sujets naguère tabous comme celui de sa santé. Par dessus tout, cette émission télévisée, la première depuis le début du septennat, aura marqué par sa cohérence : entre les projets et les actes, entre le dessein économique et social et l'ambition internationale fondée sur le rayonnement de la France dans le tiers monde et sur la négociation pour la paix et le désarmement à partir de l'équilibre des forces.

Valéry Giscard d'Estaing masquait souvent la sécheresse de son propos en jonglant avec les chiffres. François Mitterrand préfère, lui, la voix du cœur et de la générosité. C'est, avec la fin du double langage, un autre aspect, et non le moindre, du changement.

Sygma



La longue marche de Sakharov (page 8)

Les élus en première ligne (page 6)

Principal parti de gouvernement le P.s. est engagé dans la lutte (page 6)

Delors-Auroux en Alsace: une rencontre sans faux cols chez Kronenbourg (page 7)

Hôpitaux: les croisés du secteur privé (page 3)

L'égalité, voilà l'ennemi... (page 9)

Extrême droite Waterloo, morne plaine (page 11)

Les cadres ont le vertige... (page 16)

Politique au jour le jour

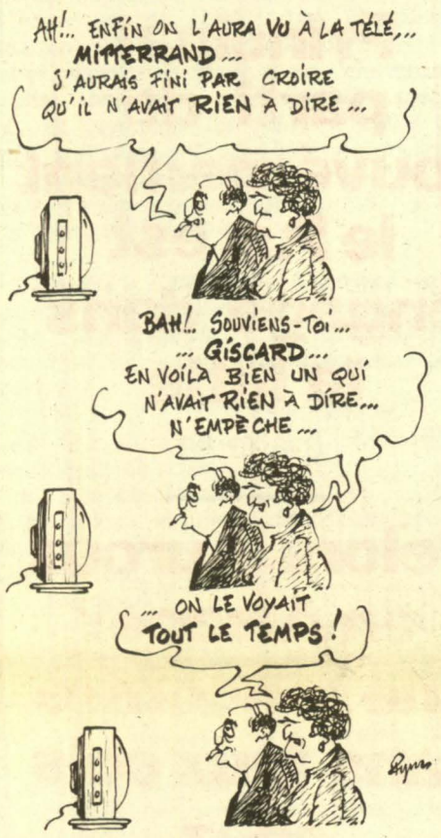
Aux urnes... le 17 janvier...

C'est donc les 17 et 24 janvier qu'auront lieu les quatre élections législatives partielles provoquées par les décisions d'invalidation du Conseil constitutionnel. Celui-ci a fait bonne mesure en annulant l'élection de trois députés socialistes ou apparentés pour un seul de l'opposition.

Plusieurs journaux ont immédiatement parlé de « test », ce qui est beaucoup dire étant donné la marge infime qui séparait le 21 juin les élus des battus dans les quatre circonscriptions considérées. De plus, le nombre d'abstentions, toujours plus élevé dans des élections partielles, limite les possibilités de comparaison.

Cela étant dit, Marc Fromion à Provins et Pierre Dabezies à Paris sont immédiatement repartis en campagne, bien décidés à faire à nouveau mordre la poussière aux deux « gros poissons » de l'ex-majorité que sont Alain Peyrefitte et Jacques Dominati. Même conviction chez Annette Chepy-Léger qui entend conserver dans la Marne le siège qu'elle avait acquis à l'arraché il y a six mois. Quant à Stellio Farandjis, il espère bien, dans le XIIe arrondissement, prendre sa revanche sur Pierre de Bénouville qui ne l'avait battu que d'un cheveu.

Dès cette semaine, le Bureau exécutif du P.s. et le groupe parlementaire de l'Assemblée nationale ont décidé de se mobiliser pour soutenir les quatre candidats socialistes.



F.r.3 Côte-d'Azur : vous avez dit bizarre...

Fin octobre 1981, le congrès des maires du Var a lieu à Draguignan. Le sénateur-maire Edouard Soldani explique les grands desseins de la décentralisation. Maurice Arreckx, maire de Toulon, intervient dans ce débat comme d'autres maires de l'opposition. Un grand absent F.r.3 Côte-d'Azur Nice. Quelques jours plus tard, inauguration d'une gendarmerie à Roquebrune en présence du secrétaire d'Etat aux armées Georges Lemoine. Un grand absent pendant toutes les cérémonies qui arriva gêné à la fin, prétextant avoir subi des pressions, F.r.3 Côte-d'Azur Nice.

Lundi 23 novembre à Saint-Tropez réunion du syndicat des communes du littoral. François Léotard, député-maire très à droite de Fréjus, qui était absent aux deux précédentes manifestations, intervient sous les caméras de F.r.3. Côte-d'Azur Nice. Vous avez dit bizarre ?

H.G.

Ordonnances : pour vite changer la vie

Se donner « les moyens de changer le travail et donc de changer la vie ». Mardi, Pierre Mauroy, intervenant dans le débat sur le projet de loi habilitant le gouvernement à prendre certaines mesures sociales par ordonnances, résumait par cette formule un des buts de cette procédure. La raison en est connue : on ne peut pas attendre et, du côté des législateurs, impossible de tout faire en même temps.

Depuis la session de juillet, l'Assemblée nationale a beaucoup travaillé. L'effort qui a porté sur les réformes de structures va être poursuivi. Mais dans le même temps il est nécessaire de modifier et d'aménager la durée légale du travail, l'âge de la retraite, etc.

Le recours aux ordonnances n'est pas chose nouvelle. Depuis les débuts de la Ve République, plus de cent vingt ordonnances ont été publiées. On est donc en terrain connu. Et la majorité, en autorisant le gouvernement à aller vite, permettra que dès le début de l'année on puisse : fixer la nouvelle durée du travail ; généraliser la 5e semaine de congés payés ; limiter les heures supplémentaires ; protéger le travail à temps partiel ; limiter le recours au travail temporaire ; l'abaissement de la retraite à 60 ans ; et enfin permettre la mise en œuvre des contrats de solidarité. C'est dire l'importance du texte voté.

P.c.f. : « étonnante » dialectique

La dialectique se résumerait-elle à « ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier » ? Réduire ce que certains présentent comme une science, d'autres comme une technique, à une banale prudence, a de quoi étonner. Dimanche soir, lors de l'émission R.t.l. - « le Monde », Georges Marchais nous a donc « étonnés ».

Car il est « étonnant » d'entendre, en décembre 1981, que le P.s. ne sort de l'enfer de la compromission — la fameuse « nature » de la social-démocratie — que lorsqu'il signe un accord avec le P.c.f. ! On aurait pu espérer que les élections de mai et de juin, leurs conséquences directes, la présence de ministres communistes au gouvernement, la pratique gouvernementale, bref les six mois écoulés interdisent de telles affirmations, rendent prudents ceux qui, à défaut de trouver mieux, les assènent.

Dans la pratique, les ministres communistes prouvent que le programme de Créteil, celui que François Mitterrand a proposé aux Français, permet quelques belles « avancées ». Son « contenu transformateur » n'est-il pas réel ? Les six mois écoulés ne sont-ils pas positifs ? Dès lors, il convient d'être clair. Si l'on répond oui à d'aussi simples questions, ne serait-il pas logique d'en tirer toutes les conséquences et d'admettre qu'il n'y a pas qu'en 1956 que la direction du P.c.f. a commis quelques erreurs d'appréciation ? Ne pas le faire permet peut-être d'éviter, à l'intérieur même du Parti, quelques questions. Mais entretient dans l'ensemble du « peuple de gauche » quelques légitimes inquiétudes. Qu'il serait simple de faire disparaître...

G.P.

Machine-outil : un effort sans précédent

Constituer une industrie compétitive de machines-outils de haute technologie : tel est l'objectif du plan que vient d'arrêter le gouvernement. Un plan ambitieux puisqu'il prévoit le doublement de la production d'ici à 1985 et une diminution de moitié des importations qui représentent 60 % du marché. Un plan bien accueilli par les professionnels avec qui il a été préparé durant trois mois.

Industrie en perte de vitesse, en régression, voire même menacée de disparition, la machine-outil n'intéresse pas seulement les 20 000 personnes qui y travaillent. Elle touche également les trois millions et demi de salariés des industries manufacturières. Des industries qui ne peuvent être compétitives avec des machines « antiques ». Or, la France est sous-équipée en machines-outils de haute technologie, notamment les fameuses « machines à commande numérique » qui permettent d'effectuer un cycle complet d'opérations sans intervention humaine. 10 000 machines de ce type en France contre 30 000 en Allemagne, 50 000 au Japon, 70 000 aux Etats-Unis. Un sous-équipement dramatique qui pèse sur la rentabilité et la compétitivité de l'industrie.

Le gouvernement a donc décidé de profiter du bouleversement technologique que constitue l'introduction de la micro-électronique dans la machine-outil pour développer la production de machines à commande numérique (16 000 en trois ans) et construire dans ce secteur stratégique une industrie « forte et compétitive ».

Pour y parvenir, les pouvoirs publics ont mis au point un « programme de développement » de trois ans axé dans trois directions : réorganisation de l'industrie, soutien du marché intérieur, politique de formation et de recherche.

La réorganisation de l'industrie de la machine-outil pour constituer des « entités compétitives » sera favorisée par les pouvoirs publics. Ils aideront les entreprises (il y en a 130 dont une majorité de P.m.i.) à investir, innover, faire de la recherche, se regrouper, mettre en commun certains services en apportant sous des formes diverses 2,3 milliards de francs qui épauleront l'effort des actionnaires et des financiers.

De plus, en contrepartie des concours publics, des contrats prévoieront des « engagements de spécialisation » sur les gammes de fabrication, la standardisation des composants électroniques destinés aux machines-outils, la politique de recherche, de formation et d'embauche.

Parallèlement à cette réorganisation de la production, la demande sera stimulée grâce à des moyens importants : élargissement des mesures d'incitation à l'acquisition de matériels et d'équipements de conception avancée (la « procédure Meca »), augmentation des prêts en faveur de la robotique. Surtout, l'Etat va augmenter considérablement les commandes publiques : l'Education nationale et l'A.f.p.a. recevront 1,2 milliard de francs en trois ans (400 millions par an, soit 10 % de la production) pour s'équiper convenablement de matériel moderne. Double avantage : on facilite la reconversion de la profession et l'on forme les futurs utilisateurs de ce matériel de pointe.

Enfin, pour assurer l'avenir sera lancé un « progamme d'innovation technologique » (l'effort de recherche étant partagé entre les entreprises et les organismes spécialisés) et sera développée une politique de formation, notamment à l'automatisation de la production.

Au total, comme l'explique le ministre de l'Industrie, Pierre Dreyfus, il s'agit de « quitter le cercle vicieux actuel : de l'industrie française de la machine-outil ne sort pas assez d'équipements modernes et les clients se méfient de cette industrie. Et d'entrer dans un cercle vertueux en stimulant simultanément l'offre et la demande de machines modernes ».

Préparé pendant trois mois au sein de quatre groupes de travail associant entreprises, clients, fournisseurs et administration, ce plan a reçu un accueil positif des industriels : « Cela répond à des aspirations que nous avons fait connaître il y a plus de six mois », reconnaît M. Chauvet, directeur général du Syndicat français des constructeurs de machines-outils. C'est un plan d'autant plus « cohérent » qu'il a été réalisé dans la « concertation ». C'est, juge-t-il, un programme qui va « permettre de rénover la production et la technologie de ce secteur ». Et le quotidien « les Echos » appréciait lui-même l'effort « sans précédent » réalisé pour le développement de cette industrie prioritaire.

PIERRE NICOLAS



par Piem

PLUS cabochards que jamais, ceux d'hier allaient de par la ville, la tête bien accrochée sur les épaules, en criant partout « ils ont coupé les têtes, ils ont coupé nos têtes ».

Aussi le père et son fils, devant cette mauvaise foi évidente, décidèrent d'en atténuer les effets dévastateurs en se rendant en pélerinage à Saint-Denis, le spécialiste de la chose tranchée.

Devant la statue du saint Evêque ils entonnèrent les litanies des têtes de lard de l'ère Giscard.

— Têtes de cochon
— Libérez l'administration
— Têtes à claques
— Prenez vos cliques
— Têtes de pont
— Halte à la subversion
— Têtes de chapitre et tous les pitres et les faux saints pitres, têtes de mule et leurs émules, têtes chercheuses et têtes de liste.
— Ora pro noliste
— Têtes de clou et têtes de loup, tête à tête et tête à queue
— Mordez-vous la...

Saint Denis, qui avait la tête sous le bras, fronça légèrement le sourcil ; la vulgarité ne fait pas bon ménage avec la sainteté « que se passe-t-il, mon fils ? » dit-il au père.

— Grand saint, tout saint, mon saint, on nous accuse d'avoir coupé des têtes et je ne vois autour de moi dans les administrations que morgue de décapité et caboches butées.

« Ah ! soupire le Saint Evêque, la décollation n'est plus ce qu'elle était. »

— C'est du sabotage, dit le père. Il paraît même qu'à l'Intérieur on trouve encore des têtes près du Bonnet.

— Et rue de Rivoli, c'est Waterloo, ajoute l'enfant, Hersant lui-même est bien portant.

— Voyons les choses avec calme, dit Denis, prends ma tête entre tes mains et réfléchissons un instant à la situation.

Il se fit un silence de Basilique, une longue méditation sur la provocation. L'enfant savourait la sérénité du saint lieu.

Au bout du bout de la méditation saint Denis reprit la parole : « Le bon roi Dagobert qui fut mon voisin en cette église me répétait souvent qu'il ne suffit pas de prendre une déculottée pour avoir sa vertu à l'endroit. Ces revanchards dépités ne sont que des décapités qui font la tête. »

— Faites la tête, pas la guerre, dit le fils.

— La parole de la sagesse sort souvent de la bouche de l'enfant, dit saint Denis. Rentrez chez vous, allez en paix et soyez vigilants.

Le fils prit son père par la main, puis ils sortirent de la Basilique. Le soir était tombé. Autour d'eux quelques utopistes marchaient gaillardement sur la tête.

Ce n'est qu'une fois rentré chez lui que le père s'aperçut qu'il avait gardé sous son bras la tête du saint Evêque. C'était un bon père et bien que les temps fussent difficiles, une bouche de plus à nourrir ne lui faisait pas peur.

Ce soir-là ils partagèrent le repas et s'en trouvèrent réconfortés.

Pauvres enfants de Manille

Lorsqu'un tyranneau de l'audiovisuel se met à crier au viol, brandissant sa liberté soit-disant bafouée par un ministre, la France aurait bien tort de ne pas éclater de rire.

Combien de temps encore, les privilèges de quelques barons, les choix arbitraires d'une poignée de gourous de pacotille, drapés dans la robe safran du professionnalisme, seront-ils confondus avec une quelconque liberté d'expression ? Combien de temps feindra-t-on de croire que les fracassants témoignages de quatre ou cinq vedettes à bout d'imagination correspondent le moins du monde aux aspirations de ce peuple qui réclame à cor et à cri de tout autres images, à commencer par la sienne ?

En tout état de cause, faut-il rappeler à Philippe Gavi que l'intervention ministérielle qu'il dénonce, en la comparant à celles d'un autre temps, n'a, elle, abouti à aucune censure ?

Pauvres enfants de Manille et de Colombie, si dépourvus de la moindre liberté sur leur propre corps mais livrés en pâture à nos belles âmes et surgis du bout du monde pour grossir notre liberté de voir ! Chair à caméra ! Alibis d'une mauvaise querelle et sans que leur destin en soit changé d'un iota !

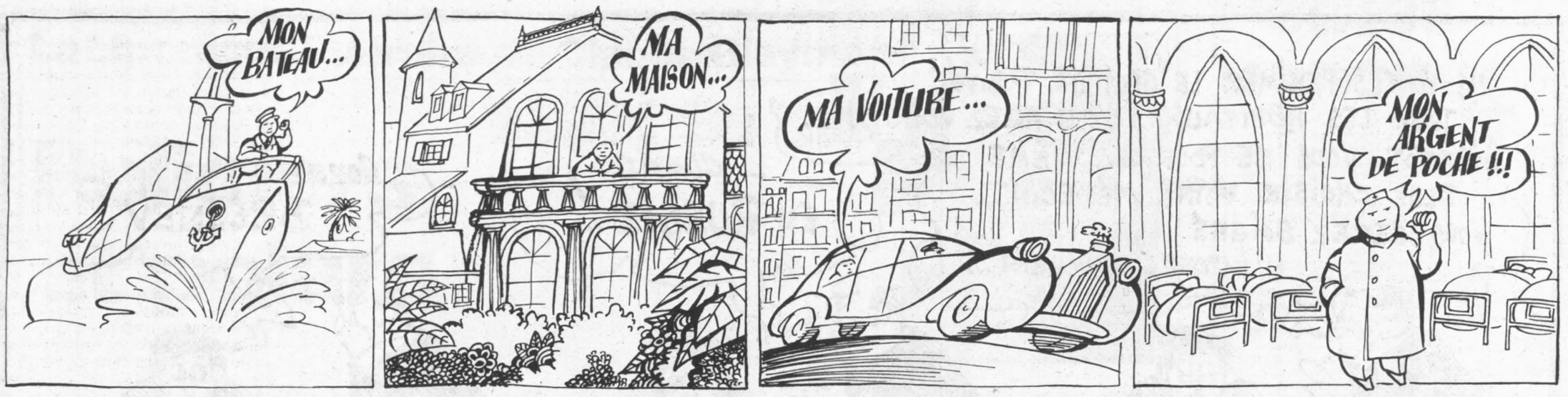
Si le directeur de l'information de T.f.1 appelle sans cesse à la rescousse de son étoile déclinante les plus terrifiantes détresses des antipodes, n'est-ce pas faute de vouloir regarder en face, par sa fenêtre, ce qui lui brûle les yeux ; faute de pouvoir braquer ses objectifs sur la vie quotidienne, ici et maintenant ?

Parce qu'il ne connaît que l'information-spectacle. Parce qu'il refuse de laisser s'épanouir l'imagination collective dans sa rédaction. Parce qu'il tourne le dos à tout élargissement de son équipe donc à tout enrichissement de sensibilité. Doit-on rappeler ici, une nouvelle fois — puisque personne ne l'a fait ailleurs — que six journalistes réintégrés à T.f.1 attendent à la porte depuis deux mois, dont un fut tout bonnement éconduit, en tant qu'ancien combattant ?

Aussi longtemps que la liberté d'expression restera l'apanage des quelques vaches sacrées qui ont meuglé à l'unisson la semaine dernière, elle ne sera qu'un privilège. Il n'est pas question de la restreindre, en la retirant à ceux qui la détiennent, mais de l'élargir à d'autres.

Cela s'appelle le PLURALISME. Prince des mots, il veille à ce que chacun ait sa part de parole, à ce que tous l'aient tout entière. Et sans lui L'INDEPENDANCE que veut garantir à l'audiovisuel le rapport Moinot, à l'égard du pouvoir, serait un bien grand danger...

CATHODE



Hôpitaux: les croisés du secteur privé

Le "libre choix" du malade est un argument fallacieux derrière lequel se dissimulent les intérêts très égoïstes de quelques ultras

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

UNE centaine de médecins, chirurgiens et biologistes des hôpitaux de Paris viennent de signer une pétition réclamant l'application totale et rapide du projet gouvernemental de suppression du secteur privé dans les hôpitaux. C'est la contre-offensive des médecins hospitaliers face aux ultras de « Solidarité médicale » crispés dans la défense de leurs intérêts catégoriels, comme le prouve la grève déclenchée pour jeudi 10 décembre par un certain nombre de syndicats de médecins.

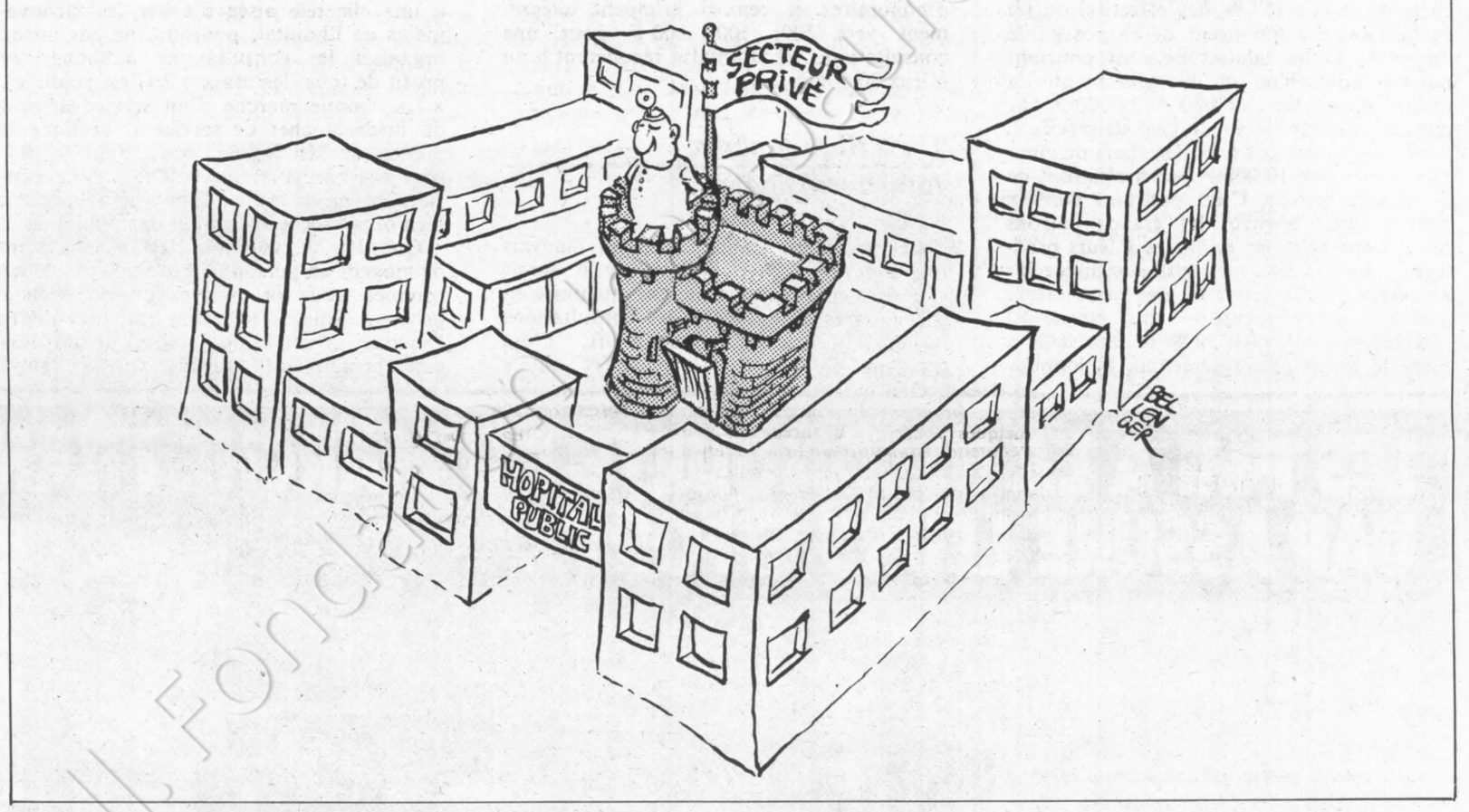
Au moment où des négociations sont en cours au ministère de la Santé, nous avons enquêté sur la réalité actuelle du secteur privé.

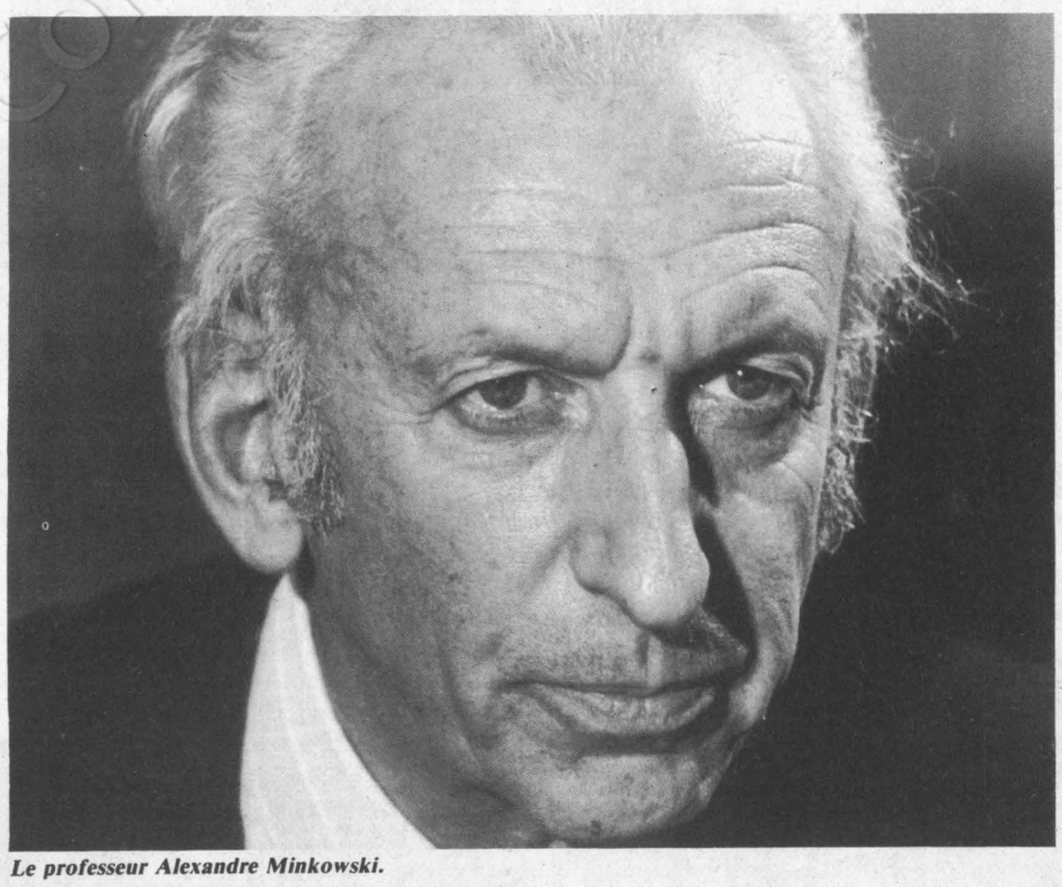
LA scène se passe dans un grand hôpital parisien. « Je voudrais un rendez-vous avec le professeur Trucmuche. » La secrétaire : « En public ou en privé ? » La cliente : « Quelle est la différence ? » La secrétaire : « En privé, je peux vous donner rendez-vous dans trois jours, en public ce sera dans un mois. Et vous attendrez plusieurs heures alors qu'en privé on vous recevra à l'heure... » La cliente : « Et quels sont les honoraires en privé ? » La secrétaire : « Ça, je ne peux pas vous le dire. Il faut voir avec le professeur. »

En janvier 1980, le mensuel « 50 millions de consommateurs » a publié une enquête sur la médecine hospitalière : ce dialogue téléphonique s'est répété, identique, dans tous les hôpitaux « sondés » à Paris et en province. Le secteur privé à l'hôpital c'est cela : une médecine de privilégiés pour ceux qui peuvent payer. Supprimer cette médecine de classe à deux niveaux à été l'un des engagements de François Mitterrand. Et des négociations sont en cours pour déterminer les modalités de cette suppression qui doit avoir lieu à partir du 1er janvier 1982.

Bien sûr, la levée de boucliers a été immédiate alors même que le ministre de la Santé, Jack Ralite, engageait les négociations sur l'application de cette mesure. Des médecins attachés (et pour cause !) au maintien du secteur privé se sont regroupés dans le mouvement « Solidarité médicale ». animé notamment par le professeur Loygue, chef de service à l'hôpital Saint-Antoine à Paris. Qu'on se rassure, ces médecins ne défendent pas leurs intérêts financiers ! Il s'agit seulement pour eux de défendre « la liberté du malade à choisir aussi bien son médecin que la manière d'être soigné »... Et d'ailleurs, comme l'affirme le professeur Etienne Weill autre défenseur du secteur privé, « il y a des gens qui préfèrent descendre dans un palace ou voyager en première classe »... Pour la santé, c'est pareil : il doit y avoir des premières et des secondes !

Ces derniers temps, on a beaucoup entendu et lu les thèses de Solidarité médicale. Même certains journaux dits « de gauche » estiment que le secteur privé correspond à une « demande du public ». Plusieurs syndicats de médecins hospitaliers, et même certains grands patrons (peu nombreux il est vrai), ont pourtant une autre idée de l'hôpital. Ils ont tenu lundi 7 décembre une conférence de presse dans le service du professeur Minkowski pour le dire. « Il est scandaleux et indécent de vouloir maintenir une médecine à deux niveaux, une pour les riches, une autre pour les pauvres, affirme le professeur Minkowski. L'hôpital est un service public, il doit offrir des soins de qualité à tous. » Dans son service de néo-natalogie, lui et ses collaborateurs reçoivent sur rendez-vous, dans des délais raisonnables : « Nous donnons nos rendez-vous à l'heure, et nous prenons le temps pendant nos consultations. Ici, il n'y a pas de secteur privé... »





Le professeur Alexandre Minkowski. Sygma

Il y a en effet des hôpitaux, des services hospitaliers où le secteur privé n'existe pas du tout. Mais dans la grande majorité des établissements, privé et public coexistent. Alors que la mission de l'hôpital est incontestablement d'assurer un service public. Pourquoi le « privé » a-t-il été introduit ? C'est le professeur Robert Debré qui a imaginé ce système en 1958. Il s'agissait de créer des postes de médecins hospitaliers à plein temps pour attirer à l'hôpital des spécialistes de haut niveau. L'objectif était de redorer le blason des hôpitaux français et d'y faire une médecine de pointe. Pour mieux attirer les médecins qui exerçaient alors dans le privé, on leur a proposé la possibilité d'amener à l'hôpital leur propre clientèle privée : un privilège accordé pour la bonne cause en quelque sorte...

La réforme de 1958 a incontestablement réussi : personne ne nie désormais la réputation internationale des hôpitaux français, viviers de spécialistes de grande qualité... En revanche, l'existence du secteur privé s'est traduite par de nombreux abus. Et dans son principe même, la perpétuation de ce système inégalitaire est injustifiable.

Les abus ont été dénoncés à de multiples reprises par la Cour des comptes et l'Inspection générale des affaires sociales — la réforme Debré prévoyait, en effet, que les médecins hospitaliers plein temps pourraient consacrer deux demi-journées par semaine à leur clientèle privée. Les malades reçus en privé paient les honoraires directement au médecin et celui-ci est tenu d'en reverser 30 % à l'administration de l'hôpital. En plus des consultations, les médecins peuvent disposer de « lits privés », au maximum 8 % des capacités d'accueil du service. Trop souvent, les médecins ne se sont pas contentés de ces privilèges notables et ont outrepassé leurs droits : utilisation de lits « publics » pour des malades « privés », dépassement des horaires autorisés, versements insuffisants (ou nuls !) à l'hôpital, etc. Ces abus ont conduit la Cour des comptes à recommander la suppression du secteur privé dans les hôpitaux. En attendant, la Cour des comptes proposait une réforme de moralisation : les honoraires seraient versées à l'administration de

(suite en page 4)



(suite de la page 3)

l'hôpital qui ristournerait sa part au médecin. Jacques Barrot, alors ministre de la Santé, n'est jamais parvenu à imposer cette réforme aux lobbies médicaux !.. « Les abus ne sont que les conséquences caricaturales d'un système malsain, affirme Jean-Yves Follezou, médecin et responsable syndical au S.n.e.s.-sup, c'est au système lui-même qu'il faut mettre fin. »

Ce système concerne finalement une minorité de médecins : sur 14 500 « plein temps hospitaliers » qui peuvent y prétendre, 3 500 seulement ont effectivement un secteur privé. Ce sont essentiellement les chefs de service (57 % des effectifs) ou les agrégés (46 %) qui usent de la possibilité du privé. Leurs salaires ne sont pourtant pas si misérables qu'ils nécessitent un revenu d'appoint : 26 000 à 37 000 F par mois en moyenne pour un chef de service... Alors que seulement 6 % des chefs de clinique, payés eux 10 000 F par mois, font de la clientèle privée. C'est pourtant derrière ceux-là que s'abritent les grands patrons qui s'accrochent bec et ongles à leurs privilèges... Le privé permet aussi aux médecins hospitaliers d'améliorer une couverture sociale très défectueuse — leur retraite est calculée sur seulement 50 % de leur salaire. Dans le projet gouvernemental, la suppression du privé s'accompagne donc bien sûr d'une amélioration de la couverture sociale.

Mais l'argument favori des partisans du privé c'est la défense du libre choix du malade. Ce n'est pas leur portefeuille qu'ils protègent mais le droit du malade. Le « choix » se présenterait ainsi : d'un côté, le public où l'on doit attendre des semaines pour avoir un rendez-vous, puis des heures pour être reçu par un médecin « anonyme » devant des internes, etc. De l'autre, le privé où l'on est reçu à l'heure et bien soigné, de façon personnalisée par le grand patron... quitte bien sûr à en payer le prix — la plupart de ces hospitaliers sont des spécialistes avec droit au dépassement d'honoraires et ceux-ci grimpent allégrement vers 300, 500, 800 F pour une consultation... (L'hôpital « récupèrent » au mieux 30 francs...).

Un « libre » choix totalement biaisé

Cet argument s'appuie sur un mauvais fonctionnement de l'hôpital qu'il serait vain de nier. Il est vrai que les attentes sont souvent très excessives et les consultations impersonnelles. Curieusement, c'est d'autant plus vrai que privé et public coexistent dans un même service. A l'hôpital Boucicaut, en consultation de contraception, les femmes attendent trois à quatre heures alors qu'elles ont pris rendez-vous trois semaines à l'avance ! Une véritable course d'obstacles de paperasses provoque l'embouteillage : serait-elle sciemment organisée pour drainer les clientes vers les consultations privées, beaucoup plus lucratives pour le chef de service ? En revanche, dans les services où le « patron » ne fait pas de privé, les rendez-vous sont en général donnés à l'heure et l'on accorde à chaque patient le temps nécessaire.

Le « libre » choix du malade est donc totalement biaisé : plutôt que de permettre à une clientèle aisée d'éviter les inconvénients de l'hôpital, pourquoi ne pas mieux organiser les consultations publiques au profit de tous les usagers ? C'est possible : « La bonne marche d'un service dépend du médecin chef de service », explique le professeur Minkowski. Mais dans la plupart des hôpitaux, le chef de service consulte en privé et n'a donc guère intérêt à bien organiser les consultations publiques...

Question de volonté, c'est aussi affaire de moyens en personnel hospitalier. « Nous sommes pour la suppression du secteur privé », explique le professeur Jean-Pierre Derenne, président du Syndicat de la médecine hospitalière. « Mais encore faut-il qu'elle s'accompagne d'une revalorisation du secteur public. »

Actuellement, dans les hôpitaux parisiens de l'Assistance publique, le malade n'a guère la possibilité de choisir son médecin : un service hospitalier fonctionne en général avec un médecin titulaire, donc permanent, et sept médecins non titulaires qui ne restent souvent que quelques mois. Assurer à tous les usagers, sans discrimination, un bon système de soins, c'est donc d'abord créer davantage de postes de titulaires.

Les partisans du maintien du secteur privé, regroupés au sein de « Solidarité médicale », brandissent un autre argument : la suppression du privé fera fuir les grands spécialistes dans les cliniques privées. « Chiche ! répond un médecin hospitalier. Il y a actuellement surabondance de compétences dans les hôpitaux. Beaucoup de praticiens de haut niveau ont dû abandonner l'hôpital car ils n'ont aucune perspective de carrière possible : si leur chef de service a cinq ans de plus qu'eux, ils resteront éternellement les subordonnés sans avoir la responsabilité de leurs malades. Ces médecins ne demandent qu'à pouvoir travailler à l'hôpital... »

C'est que la suppression du secteur privé n'est que la partie émergée de l'iceberg. Si les grands patrons montent à l'assaut contre la politique de Jack Ralite, c'est aussi

LES PMI A LA RECONQUETE DU MARCHE FRANÇAIS:
UAP ASSURE LEURS EFFORTS.

Un objectif prioritaire pour l'économie française : reconquérir le marché intérieur. Il faut, dans des secteurs aujourd'hui abandonnés aux étrangers, fabriquer français. C'est le défi de la relance ; celui des P.M.E. et des P.M.I.

C'est le rôle de l'UAP que de soutenir ces entreprises. Car quand on est l'assureur n° 1, on n'assure pas seulement les n° 1. Aux P.M.E. et aux P.M.I. soucieuses d'aller de l'avant, l'UAP donne son appui, en sachant aussi innover.

L'UAP apporte à ces industriels une conception dynamique de l'assurance, des solutions originales appuyées sur l'expérience et le réseau du premier assureur français.

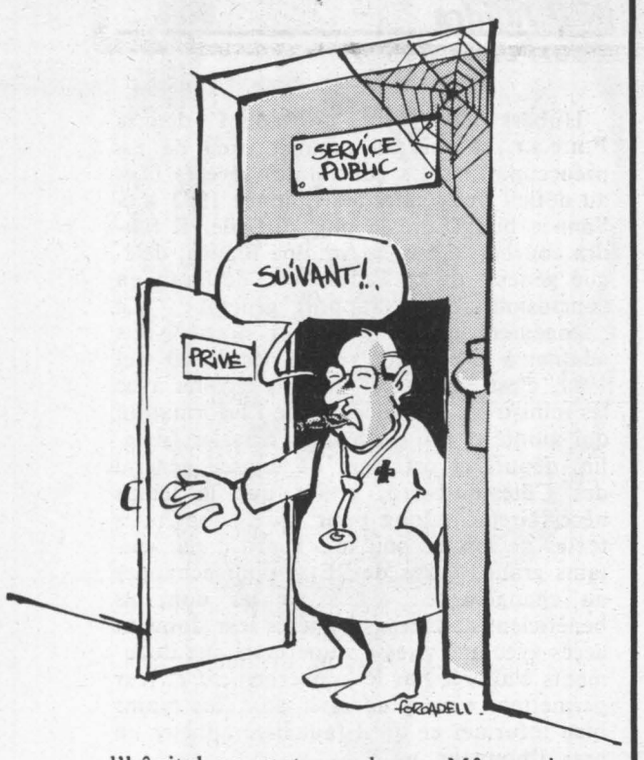
Participer activement à la relance de l'économie, c'est un des objectifs de l'UAP, l'Assureur n° 1.

UAP
L'assureur n°1.

bélier

qu'un projet de réforme des carrières hospitalières va être élaboré. Le chef d'un service hospitalier a actuellement un énorme pouvoir sur tous ses collaborateurs : leur carrière dépend exclusivement de son bon plaisir. D'où le silence de bon nombre de médecins hospitaliers dans la polémique actuelle : « En coulisses ils nous disent qu'ils sont d'accord avec nous, dit un collaborateur du ministre de la Santé. Mais, à la table de négociations, en présence des grands patrons, ils ont peur pour leur carrière ! » La suppression du secteur privé n'est donc pour une partie du corps médical farouchement hostile à toute réforme du système de santé qu'un premier cheval de bataille.

Mal choisi puisqu'il ne concerne qu'une infime minorité de médecins. Bien utilisé puisqu'il tente d'assimiler la défense de ses intérêts très particuliers à la défense de la médecine libérale et des malades. Mais l'amalgame ne prendra pas. Les usagers de



l'hôpital ne sont pas dupes. Mêmes si une minorité d'entre eux apprécie de payer (cher) le droit à une médecine plus personnalisée. « Nous avons bien l'intention de réformer le fonctionnement des hôpitaux pour donner à tous le droit à une médecine humaine et de qualité », explique-t-on au cabinet du ministre de la Santé.

Nullement la garantie d'une bonne médecine

Il faudra dans l'avenir, plus de personnel titulaire, une responsabilité mieux partagée et une mentalité différente de celle qui conduit à infantiliser les malades ou à les traiter comme des numéros. Mais le secteur privé n'est nullement la garantie d'une bonne médecine. A preuve cette lettre du docteur Helluy-Lafont, à propos des soins dispensés dans le service (privé) du professeur Loygue, chef de file de Solidarité médicale : « Fin juillet 1976, j'ai, pour un membre de ma famille, été contrainte d'opter pour la consultation privée du professeur Loygue, puisque le délai de rendez-vous était respectivement de 30 jours en consultation publique et de 2 jours en consultation privée. L'urgence du cas, sa gravité et l'angoisse liée à cette affection ne permettaient pas de choix. Je puis vous assurer que, hormis les 150 F d'honoraires (en 1976), la consultation privée limitée à la lecture des radios que nous apportions et qui avaient hélas ! assuré le diagnostic de cancer digestif, sans aucun examen, ni dialogue avec le malade superbement ignoré, pas plus que la suite des événements (intervention, suites opératoires, complications) ne nous a, à aucun moment, semblé assurer une garantie de qualité de soins ou d'humanité. » ●

Les entretiens du jeudi

Le 17 décembre de 19 à 21 h,

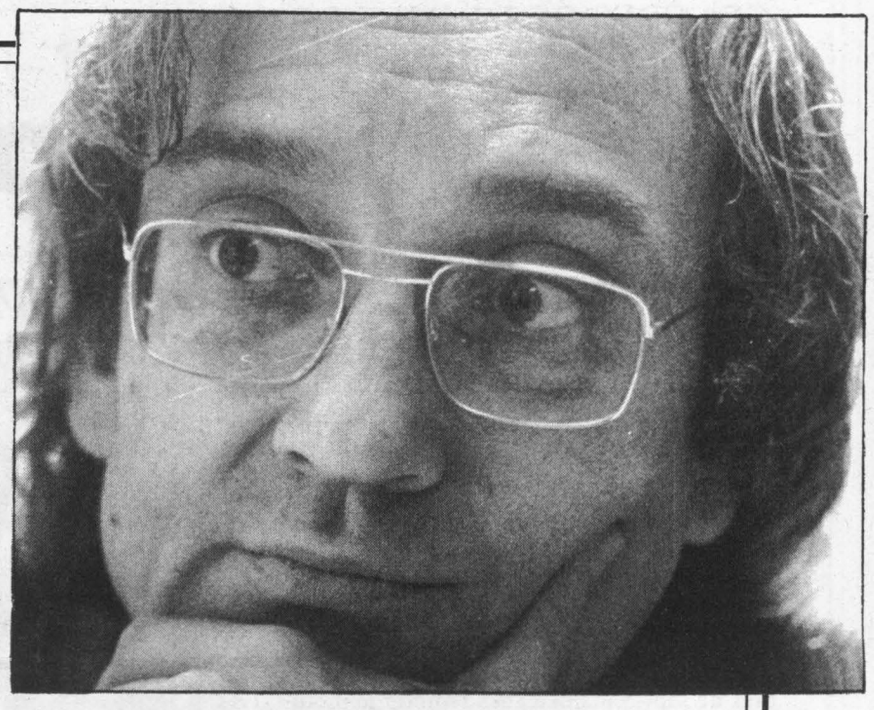
LIONEL JOSPIN

au 101, rue de l'Université 75007 PARIS

Les entretiens du jeudi reprendront le 14 janvier 1982, salle Marie-Thérèse Eyquem, 10, rue de Solférino, 75007.

Le programme du trimestre paraîtra dans « l'Unité ».

La chronique de Max Gallo



Square du Chapeau Rouge

Quoi de plus symbolique qu'en ce territoire du Pré-Saint-Gervais, là où parlait Jaurès, la municipalité socialiste ait construit une bibliothèque modèle...

VOUS la connaissez sûrement cette photo. Emergeant d'une foule où les canotiers et les ombrelles font des tâches blanches, une foule assise sur l'herbe des buttes, on aperçoit Jaurès, coiffé d'un chapeau melon, orateur inspiré, le visage levé, les yeux mi-clos, le corps massif, l'écharpe tricolore de député barrant sa poitrine. Des drapeaux rouges couronnés du bonnet phrygien claquent autour de lui et il semble qu'il soit accroché à la hampe de l'un de ces drapeaux.

J'avais toujours gardé en mémoire cette photo, forte comme un tableau, et je me souvenais qu'elle avait été prise en 1912, quand la guerre menaçait déjà et que Jaurès lançait un appel à la conscience populaire et aux gouvernements de l'Europe un avertissement. Est-ce à cause de ce que l'on sait des événements qui suivirent, de l'assassinat de Jaurès, deux ans plus tard et de la guerre que les peuples ne purent empêcher, mais la photo m'a toujours paru pathétique. Ces visages graves saisis parmi la foule, cette tension perceptible sur l'image alors qu'on sent la chaleur de l'été, tout suggérait un drame proche. Et je me souvenais aussi que cette photo avait été prise sur les hauteurs du Pré-Saint-Gervais.

Je l'évoquais, il y a quelques jours, avec Claude Bartolone le député socialiste de cette circonscription. Adjoint au maire du Pré-Saint-Gervais — Marcel Debarge — il m'avait invité à rencontrer les lecteurs de la bibliothèque. Nous roulions dans les rues calmes qui entourent la mairie. Il venait de me montrer ce square du Chapeau-Rouge — ces buttes d'hier — où parlait Jaurès. Car le Pré-Saint-Gervais, l'une des premières communes situées hors de Paris, autorisait les meetings : la municipalité était déjà socialiste. Jaurès, après avoir prononcé son discours, s'en venait à pied à la mairie. Le bâtiment n'a pas changé. Il continue d'être entouré par des maisons basses qui ressemblent à celles d'un gros bourg. A quelques centaines de mètres les immeubles se dressent, mais ici l'atmosphère début de siècle a été préservée. Présence forte, prenante, de l'Histoire et de son décor. Bartolone m'indique une fenêtre au premier étage, à gauche du porche. Jaurès, souvent, saluait la foule de là.

Et le 21 juin 1981, pour célébrer l'élection d'un député socialiste, on a ouvert cette fenêtre-là et annoncé les résultats de ce lieu même d'où parlait parfois Jaurès. Plus tard Claude Bartolone me montrera une photo de la mairie. La foule est rassemblée devant le bâtiment. Jaurès est à la fenêtre. Au rez-de-chaussée : une silhouette devant une croisée entrebâillée. Cette jeune fille qui regarde la foule est encore membre aujourd'hui de la section socialiste du Pré-Saint-Gervais. L'histoire affleure ainsi, à chaque pas, dans notre pays et, cause première du succès de la gauche, le fil de la mémoire populaire — de sa culture politique — n'a jamais été interrompu.

Quoi de plus symbolique qu'en ce territoire du Pré-Saint-Gervais, là où parlait Jaurès mais où, aussi, les anarchistes du début du siècle avec tout ce qu'ils portaient en eux de révolte légitime et de folie, venaient se réfugier quand la police les traquait à Paris, la municipalité socialiste ait construit une bibliothèque modèle ? Vingt-trois mille volumes, répartis dans un petit bâtiment qui épouse les dénivellations du relief, ces buttes et ces vallons où la foule se rassemblait, lors des meetings.

CE soir il n'y a qu'une vingtaine de personnes attentives mais autour de nous, le peuple des livres et des lecteurs. Nous débattons plusieurs heures des rapports de l'histoire et du roman, de la culture et de la politique. Plus la discussion s'avance et plus me frappe la qualité de l'information, l'autonomie de jugement, des participants. Leur volonté d'être des interlocuteurs — et des lecteurs — critiques. Ce jour-là, une dizaine de messieurs, décrétés juges de la qualité littéraire, avaient décerné un prix. Heureux soit l'écrivain lauréat, heureux l'éditeur dont la stratégie vient d'être couronnée de succès. Mais cette mécanique marchande qui allait commencer à tourner, n'allait pas entraîner les participants de la réunion. A moins qu'ils n'aient décidé, parce que le livre distingué les intéressait, de le choisir, non pour son label mais bien parce qu'eux l'avaient élu, librement.

Critique, liberté, indépendance de jugement, refus de s'en laisser conter : voilà que je retrouvais en ce lieu où Jaurès parlait et où son souvenir demeurait vivant ce qui doit caractériser le projet culturel de la gauche.

Il n'est pas un jour pourtant qu'une belle plume, un bel esprit ne l'attaque, à droite. Et parfois même en se drapant dans les couleurs de la gauche. Ici on dénonce l'archaïsme du discours culturel, l'étatisme, le dirigisme, le nationalisme, là l'utopie que représente la volonté d'ouvrir musées et expositions au plus grand nombre. Comme si, dit l'un de ces censeurs, l'on pouvait exiger de chaque citoyen qu'il s'intéresse à la beauté sur commande. Vous voyez bien, conclut-il, qu'avec ces projets, la gauche veut enrégimenter jusqu'au plaisir de l'art. Des mots, employés par ceux qui n'ont qu'une vision déformée de la réalité, souvent parce qu'ils ignorent ce mouvement en profondeur qui depuis une vingtaine d'années au moins bouleverse les relations qu'ont une masse de plus en plus grande de Français avec la création culturelle.

Par mille chemins (de la prolongation de la durée de la scolarisation, de l'ouverture des maisons de la culture, à la décentralisation théâtrale, aux émissions de télévision) une « démocratie » culturelle est en train de naître.

Que la fréquentation de la bibliothèque du Pré-Saint-Gervais soit élevée, que dans ces locaux se tiennent des expositions permanentes, que les enfants viennent y feuilleter des albums, s'y frotter aux livres, y découvrir l'enchantement des mots en même temps que la liberté, voilà qui change peu à peu l'atmosphère d'un pays et y crée les conditions d'une vraie maturité intellectuelle de chaque citoyen, sans dirigisme, sans consigne, sans censure.

CERTES, il peut y avoir un danger. Milan Kundera, l'un des plus grands romanciers d'aujourd'hui, chassé de Tchécoslovaquie et naturalisé français par le gouvernement de la gauche (n'est-ce pas un signe de l'opposition qu'il y a, fondamentalement, entre deux voies ?) soulignait dans un entretien à « Libération » (5.12.81) le « paradoxe terminal » de « l'aventure européenne ». Il remarquait que la « graphomanie » allait nous submerger. Que là où son éditeur recevait il y a dix ans un manuscrit, il réceptionne aujourd'hui une vingtaine de textes qui sont des autobiographies, comme si chacun se jetait dans l'écriture — dans la création — oublieux de l'effort, de la maîtrise, de la retenue que doit représenter une œuvre d'art. Entre le graphomane et l'écrivain, entre le peintre du dimanche et l'artiste, entre celui qui s'exprime maladroitement et le créateur qui invente des formes et réussit à parler pour tout le chœur, il y a, c'est l'évidence, un fossé. Et dans un premier temps, on peut craindre en effet qu'on l'oublie. Que par l'affirmation et la recherche d'une démocratie culturelle, on perde de vue qu'il n'existe qu'un Diderot, qu'un Thomas Mann, qu'un Milan Kundera. Que le talent singulier d'un homme ne doit pas être enfoui au nom de la démocratie ou de l'égalité dans la banalité ou la médiocrité. Chaque vie est singulière il est vrai, chacune d'entre elles a le droit d'exprimer sa singularité mais rares sont celles qui réussissent à le faire de manière singulière. Et il faut défendre cette hiérarchie-là, cette singularité-là, ce caractère unique de certaines créations.

Affirmer le contraire, au nom de l'égalité, ce n'est pas aller, il me semble, dans le sens de la démocratie culturelle, mais dans celui de la démagogie. Le risque existe. Contrairement à Milan Kundera, je le crois passager. Les bibliothèques, ici, poussent sur les lieux mêmes où parla Jaurès. Et s'il avait la passion de l'égalité, il fut le contraire d'un démagogue. ●

CONGRES DE LA F.N.E.S.R.

Les élus en première ligne

Le congrès de Toulouse a sonné l'appel à la mobilisation des élus socialistes pour la bataille de l'emploi et celle des cantonales de 1982

PAR EMMANUELE PLAS

(de notre envoyée spéciale)

UN congrès historique, ce congrès de la Fédération des élus socialistes et républicains qui s'est déroulé, à Toulouse, les 4, 5 et 6 décembre. Devant près de sept cents délégués représentant cinquante mille élus, tous les orateurs ont tenu à le souligner. Historique parce qu'il faut remonter à un quart de siècle pour retrouver la dernière manifestation nationale d'un Parti socialiste, à Toulouse. Et c'est en 1938 que s'est déroulée pour la dernière fois dans la ville rose une manifestation nationale d'élus socialistes. Historique aussi parce que ce congrès de la F.n.e.s.r. est le premier congrès d'élus socialistes après les victoires de mai et juin derniers. Historique enfin — et surtout — parce que, comme l'a souligné Gérard Bapt, député de Toulouse et président de l'union départementale de la fédération « il est éclairé par notre grand projet de décentralisation ».

La décentralisation fut, en effet, l'idée maîtresse du congrès. Le président de la République déclarait, d'ailleurs, dans son message aux élus socialistes réunis à Toulouse : « Alors que tant de pouvoirs se sont concentrés, au fil des ans, à Paris et dans l'Etat, les élus socialistes et républicains se sont trouvés au premier rang de l'action en faveur d'une large décentralisation. Car leur grande expérience des affaires locales, maintes fois confirmée par la confiance des électeurs, leur a enseigné que le moment était venu de faire franchir une nouvelle étape à la démocratie : celle qui permettra le rapprochement du citoyen et du pouvoir et qui facilitera la participation des hommes et des femmes, en plus grand nombre, à la prise des décisions qui marquent la vie quotidienne. »

Quant au Premier ministre, il a déclaré aux élus rassemblés à Toulouse : « La réforme portant décentralisation est sans doute la plus importante de toutes celles engagées par le gouvernement. La rupture avec le centralisme remet en cause une tradition séculaire. Le corset qui a été historiquement nécessaire pour constituer la France menace à présent de l'étouffer. Chacun le sent si bien que, depuis la fin des années soixante, tous les gouvernements ont promis de réaliser cette réforme. Aucun n'a eu le courage d'aller au bout de la démarche. »

Au demeurant le gouvernement ne s'était pas trompé sur l'extrême importance d'une rencontre avec les élus de la F.n.e.s.r., pour faire passer sa politique : Edmond Hervé, Edwige Avice, André Cellard, Raymond Courrière, Michel Rocard, Laurent Fabius, André Henry et Alain Savary étaient présents, ainsi que Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale. Chacun allait s'employer à répondre aux préoccupations et aux interrogations des élus. Tout comme le firent de leur côté Lionel Jospin, Jean Poperen et Pierre Guidoni, secrétaire national aux Collectivités locales.

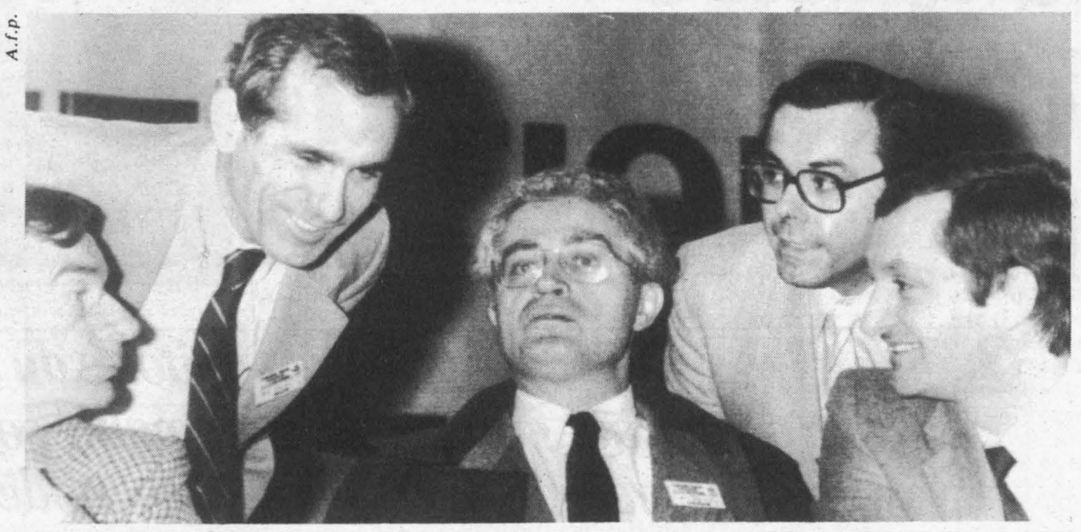
« Il faudra courber le dos »

Hubert Debedout, président de la F.n.e.s.r., a mis au premier rang de ces préoccupations les contraintes sévères liées au déficit budgétaire : « L'année 1982 sera l'année budgétaire la plus difficile. Il faudra courber le dos. » Antoine Blanca, délégué général de la Fédération, déclarait en conclusion de son rapport général : « Le changement c'est aussi pour nous. Nous adapter à la nouvelle réalité née du 10 mai 1981, c'est établir des liaisons étroites avec les ministres, être le centre de l'information qui monte et qui descend. » Charles Josselin, député et président du conseil général des Côtes-du-Nord, craint que le temps nécessairement long pour faire adopter les textes de lois ne soit mis à profit par certains grands corps de l'Etat pour échapper au changement : « Les amitiés dont ils bénéficient dans les ministères leur donnent accès avec une vitesse stupéfiante aux documents élaborés par le gouvernement et leur permettent ainsi d'adresser aux élus moins bien informés ce qu'il faut bien appeler un bras d'honneur. »

Aussi l'élu breton demande-t-il au gouvernement que ses pairs soient informés sur les textes en préparation. Le rapporteur de la commission économique, Pierre Zemor, maire adjoint de Cachan, a souligné que les élus étaient peu préparés à la vie des affaires, à traiter l'information économique et financière, à connaître les concurrences et les marchés nationaux et internationaux.

Côté ministres, Laurent Fabius a annoncé la suppression pour la prochaine mandature municipale de la taxe d'habitation et de la réforme de la taxe professionnelle. Michel Rocard, à qui des écologistes étaient venus dire leur opposition à Golfech, a remarqué : « C'est de la planification qu'il dépend que la décentralisation ne se trans-

A.f.p.



Le deuxième volet de la décentralisation point par point

PIERRE MAUROY a donné aux congressistes de la F.n.e.s.r. la primeur de ce qu'il souhaiterait voir figurer dans le projet de loi — actuellement en cours d'élaboration — qui constituera le deuxième volet de la décentralisation. Il s'agit du transfert de la répartition des compétences entre l'Etat et les communes, les départements et les régions :

— Urbanisme : la tutelle technique de l'Etat disparaîtrait. Les communes seraient habilitées à élaborer et approuver les plans d'occupation des sols, à accorder les permis de construire et autres autorisations d'utilisation du sol, à décider des opérations d'aménagement foncier.

— Logement : la région arrêterait les priorités d'une politique de l'habitat.

— Transports routiers : le département aurait la responsabilité et les moyens de développer les transports interurbains de voyageurs et les transports scolaires ; la région pourrait coordonner les transports ferroviaires d'intérêt régional. Elle pourrait créer ou participer à la création d'aérodromes d'intérêt régional et en assurer la gestion. Elle pourrait en outre créer ou participer à la création de sociétés régionales de transports aériens de voyageurs ou de fret, et en assurer, ou en faire assurer, la gestion.

— Education : le département pourrait établir la carte scolaire. La construction, l'équipement et la gestion des classes maternelles et élémentaires relèveraient de la compétence communale.

— Action sanitaire et sociale : le département devrait disposer de ressources propres et ne plus imposer aux communes des contingents d'aide sociale sur lesquels celles-ci n'ont aucun pouvoir.

La carte sanitaire régionale accompagnera la régionalisation de la Sécurité sociale. Les pouvoirs des conseils d'administration des hôpitaux seront renforcés et en particulier les pouvoirs des élus au sein de ceux-ci.

— Culture : le développement culturel, la sauvegarde du patrimoine et la protection de l'environnement seront décentralisés ainsi que les moyens qui s'y rattachent. Une dotation de cinq cent millions de francs au profit du ministère de la culture est prévue pour alléger les charges des collectivités locales dans ce domaine.

« Nous souhaitons donner plus de pouvoir aux collectivités, notamment en matière de gestion de ressources locales, qu'il s'agisse de ressources énergétiques ou d'économie d'énergie, des ressources de la mer ou agricoles, des ressources en eau, a dit le Premier ministre. Cela est primordial si l'on veut que « vivre, travailler et décider au pays » prenne enfin tout son sens. »

CHÔMAGE-EMPLOI

Principal parti de gouvernement, le P.s. est engagé dans la lutte

« L'UNITE » : Dans une récente conférence de presse, Lionel Jospin, entouré des principaux responsables du Parti socialiste, annonçait le lancement d'une campagne d'explication du P.s. en faveur de l'emploi. De quoi s'agit-il ?

JEAN-PAUL BACHY : Les différentes mesures que le gouvernement a mises en œuvre représentent l'effort le plus important qui ait jamais été accompli en faveur de l'emploi. Mais le Parti socialiste lui aussi est engagé dans cette lutte contre le chômage et pour la création d'emplois. Il mène campagne à la place qui est la sienne : principal parti de gouvernement, il lui revient de susciter partout la mobilisation des énergies et de développer les explications nécessaires. En effet, la réussite de l'action gouvernementale pour l'emploi dépend, en partie, des relais qu'elle trouvera sur le terrain pour la mettre en œuvre et éventuellement proposer des corrections ou des compléments. Cela est d'autant plus vrai que le gouvernement a choisi une attribution décentralisée des principales aides à l'emploi (contrats de solidarité) et qu'il mise sur la constitution de comités locaux de l'emploi pour stimuler les initiatives. Les militants socialistes ont donc un rôle capital à jouer, au cours des mois à venir, dans la bataille de l'emploi, qu'il s'agisse de la création d'emplois (contrats de solidarité) ou de la défense des emplois (entreprises en difficulté).

— Tu viens de parler des comités locaux pour l'emploi. A quoi servent-ils ?

— On ne peut pas attendre des comités locaux de l'emploi qu'ils soient directement responsables de créations d'emplois ou du soutien aux entreprises en difficulté, ni qu'ils prennent un rôle actif pour résoudre les conflits du travail ou soutenir les travailleurs dans leurs luttes.

Par contre, ils peuvent apporter une contribution décisive pour faire connaître et diffuser largement l'information concernant la politique économique du gouvernement, les différentes mesures prises pour soutenir et développer l'emploi ; ils doivent pouvoir servir de pôle de renseignements pour les syndicalistes, les chefs d'entreprise... Ils peuvent aussi susciter des propositions de contrats de solidarité ; en se tenant au courant de ce qui s'est fait ailleurs, en réalisant un effort d'innovation ; cela suppose un travail d'étude et de suivi, et des contacts avec des entreprises.

Les comités pouvant se saisir de tous les aspects de la situation locale de l'emploi et les problèmes qui y sont liés, faire remonter l'information pour que le gouvernement soit au courant des développements concrets de la situation et de l'application des mesures qu'il propose.

La réussite des comités pour l'emploi est liée au fait qu'ils sachent éviter certains écueils. Ni comités de chômeurs, ni organismes paraadministratifs, ni tribunes de propagande, ils doivent avant tout constituer un cadre où s'effectue une mobilisation positive et conjointe de l'ensemble des partenaires concernés par la lutte contre le chômage.

Les élus paraissent les mieux placés pour inviter les partenaires sociaux à constituer un comité de l'emploi.

Le comité doit être représentatif autant que possible de l'ensemble des personnes qui interviennent dans l'économie locale : élus (maires, conseillers généraux, parlementaires) ; représentants des organisations syndicales ; chefs d'entreprise, invités aussi bien à titre individuel que par l'intermédiaire de leurs associations professionnelles. Ce sont, avant tout, les chefs de petites entreprises, les artisans... qui peuvent créer des emplois localement ; ce sont ceux aussi qui sont sans doute le moins au courant des mesures gouvernementales et des possibilités d'aide qu'ils peuvent recevoir.

Les représentants des administrations (A.n.p.e., Direction départementale du travail, Education nationale) sont sollicités à titre de conseils et pour fournir les informations techniques nécessaires.

— Quel peut être le rôle propre du Parti socialiste dans cette campagne.

— Le rôle du Parti est très important dans la période qui s'ouvre. Dans un parti qui, comme le P.s., grandit vite, certains risques de « coupures » peuvent apparaître entre les « experts » gouvernementaux et les militants qui sont sur le tas. La campagne « emploi » crée les conditions idéales pour une collaboration concrète de tous les militants : élus, fédérations, militants en entreprises. Dans de nombreux départements, les réunions de travail ont déjà eu lieu sous l'impulsion des fédérations du Parti regroupant les maires, conseillers généraux et parlementaires socialistes avec les secteurs d'entreprise ou G.s. Ils ont permis de mettre en œuvre des plans d'actions combinant de multiples plans : campagnes d'affichage, tracts d'explications sur la politique gouvernementale, conférence de presse... Les propositions concrètes qui sont faites sur la situation économique locale sont reprises par les élus du Parti dans les comités locaux. Des tables rondes peuvent également être organisées avec des associations, mouvements d'éducateurs populaires, syndicats, groupements familiaux, etc.

Dans les entreprises, les initiatives des militants socialistes peuvent être menées dans trois directions :

— susciter l'ouverture de négociations sur la mise en place des « contrats de solidarité » ;

— lutter contre toutes les formes d'emplois précaires (intérim, contrats à durée déterminée, etc.). La bataille pour l'emploi ne doit pas, en effet, pour les socialistes, se réduire uniquement à la réduction du nombre des chômeurs, même si c'est là l'essentiel. Elle doit lier les créations d'emplois à l'amélioration des conditions de travail, du contenu des qualifications, et à la mise en compte des revendications touchant aux statuts professionnels ;

— le troisième axe d'intervention du Parti dans les entreprises touche le développement des moyens dont doivent disposer les travailleurs pour peser sur les décisions économiques. Trop souvent le débat sur les choix économiques qui engagent l'avenir de l'entreprise n'existe pas : les décisions sont prises dans le secret le plus absolu. Investissements, affectation des bénéfices, développements ou suppressions d'activités... relèvent du « domaine réservé » du patron. Ces décisions ont pourtant des effets directs sur l'emploi des salariés, et ce sont ces derniers, qui, par leurs compétences et leur travail quotidien, font la prospérité de l'entreprise. L'extension des pouvoirs économiques des comités d'établissements apparaît à cet égard comme une nécessité.

Certains patrons critiquent le rapport Auroux. Ils ont bien tort. La démocratie dans l'entreprise n'est pas seulement la reconnaissance légitime du rôle qu'y jouent les salariés. C'est aussi l'une des conditions du redressement économique. Car, sans un autre partage du pouvoir, on ne peut espérer que les travailleurs acceptent les efforts qui sont nécessaires pour sortir le pays de la crise. Dans l'entreprise, plus encore qu'ailleurs, les militants socialistes peuvent démontrer, à travers de tels exemples, la cohérence profonde de la démarche du P.s. et du gouvernement. La lutte pour l'emploi passe en effet d'abord par l'extension des droits des salariés sur le lieu de leur travail. Il est, en conséquence, logique que le gouvernement engage conjointement des réformes sur le plan économique (nationalisations, relance, réduction des inégalités, diminution du temps de travail...) et sur le plan juridique (réduction des possibilités de recours à l'intérim, renforcement du droit syndical, limitation du pouvoir disciplinaire des employeurs, etc.). Il est non moins logique que, dans la campagne d'explication qui s'amorce, le rôle des socialistes consiste à démontrer la continuité qui existe entre les changements à court terme et le projet global du Parti.

ALSACE

Une rencontre sans faux-cols chez Kronenbourg

PAR MICHELE KESPI

(de notre envoyée spéciale)

« Nous sommes venus pour une concertation approfondie et tranquille, sans grand discours public, pour mieux comprendre les problèmes de tous ceux qui travaillent, à quelque échelon qu'ils soient. »

Il est midi, ce lundi 7 décembre, nous sommes à quelques kilomètres de Strasbourg, dans une salle de réunion de la brasserie Kronenbourg où le comité central d'entreprise, les représentants de la direction sont réunis depuis une bonne demi-heure autour de Jacques Delors, qui explique le but de sa visite commune en Alsace avec Jean Auroux. En tandem, le ministre de l'Economie et celui du Travail sont partis, tôt le matin, passer une journée « à l'écoute » de l'Alsace. Une journée chargée où ils ont rencontré organisations syndicales et patronales, représentants régionaux et élus. Une journée « de travail », précisent-ils en chœur, avec la volonté bien arrêtée de ne pas « célébrer de grand-messes. »

Pour une fois, pas d'entreprises en difficulté au programme (même si les cas difficiles sont sérieusement enregistrés au cours des rencontres). Mais la visite d'une entreprise considérée comme modèle : l'usine Kronenbourg, filiale de B.s.n., avec ses 850 salariés touchant un salaire moyen de 5 500 francs, ses installations modernes, son bon climat social, sa compétitivité. La visite des ministres y est appréciée. Par les syndicats évidemment. Claude Weber, représentant de F.o. et secrétaire du comité d'entreprise de Kronenbourg, souligne « que c'est une grande première : les gens qui ont le pouvoir prennent le temps de venir écouter les représentants des travailleurs ». Mais par les patrons aussi. Jean-Léon Donadieu, directeur général des relations humaines pour B.s.n., se déclare très satisfait de cette rencontre et affirme à la sortie qu'une « politique sociale ouverte n'est pas un obstacle à la compétitivité économique ».

Là est peut-être le principal enseignement de cette visite en Alsace : les plus méfiants à l'égard de la politique gouvernementale, les patrons, se révèlent assez ouverts lors des face à face, des explications d'hommes à hommes. Que le patronat d'une entreprise comme Kronenbourg, où la concertation est pratiquée depuis longtemps, soit prêt à jouer le jeu n'étonne guère. Mais de la part de directeurs de petites et moyennes entreprises d'une région plutôt encline à voter à droite, cela surprend.

Ils étaient pourtant venus voir les ministres avec beaucoup de réticence. Avant de les rencontrer, l'après-midi, les représentants de P.m.e. et des artisans ne mâchaient pas leurs mots. « Nous sommes des boucs émissaires », se plaignaient-ils. Ou : « On a l'impression d'être au milieu d'une danse du scalp... » « Nous n'avons pas confiance, renchérissait un pâtissier. Un petit artisan qui risque tout son patrimoine personnel et qui voit comment ont été traités les frères Willot, eh bien, il se sent concerné !... » Une bonne heure d'explication avec Delors et Auroux les ont rasserénés et ils se sont déclarés satisfaits de cette rencontre. Non que les ministres se soient livrés à une quelconque démagogie. Simplement, ils ont expliqué. Et écouté. Jean Auroux a été frappé « par la méconnaissance certaine de beaucoup de nos propositions. » Il faut donc faire passer l'information. Et ces rencontres y contribuent beaucoup. Jacques Delors s'est déclaré « raisonnablement optimiste. Les patrons ne sont pas inquiets, mais il reste quand même chez certains d'entre eux une crispation, l'idée qu'ils sont un peu des mal-aimés. Cela dit, je ne rencontre pas un mur du refus psychologique. »



A.f.p.

Jacques Delors et Jean Auroux à la brasserie Kronenbourg.

Certes, le patronat continue à réclamer un droit total de licenciement. Auroux soupire : « Tout se passe comme si, dans ce pays, on ne pouvait pas licencier ! Etre chef d'entreprise, c'est prendre des responsabilités économiques, mais aussi des responsabilités sociales. Les patrons doivent le savoir. » Delors pense qu'il faudra encore beaucoup d'explications pédagogiques : « Ils ont l'impression qu'il est plus difficile de licencier en France qu'ailleurs. Je ne vois pas pourquoi ! Il faudra leur en faire la démonstration... C'est vrai, nous avons quelques difficultés, notamment vis-à-vis du monde patronal, à expliquer les orientations du gouvernement. Mais j'ai le sentiment que l'on peut réconcilier les Français avec eux-mêmes et remettre tout le monde au travail. J'en suis même plus persuadé qu'il y a deux mois... »

Les syndicats, eux, ont été très intéressés par la nouvelle donne salariale et sociale. Ils ont expliqué les particularités d'une région frappée plus tard que d'autres, mais très sévèrement, par le chômage : 35 000 travailleurs frontaliers n'ont pas empêché une montée du chômage alsacien de 44 % en un an. Les demandeurs d'emploi sont aujourd'hui 40 000. Après une réunion de deux heures à la préfecture, où étaient présents la C.g.t., la C.f.d.t., F.o., la C.f.t.c., la F.e.n. et la C.g.c., chacun se déclarait satisfait. Nul n'attendait que tous les problèmes soient réglés en un tour de main, mais tous ont enregistré la volonté gouvernementale de comprendre leur situation et d'y trouver des remèdes. Et puis, comme le dit Jean Kaspar, responsable de l'union régionale C.f.d.t. d'Alsace : « Nous avons rencontré deux ministres qui ont une rare capacité d'écoute, et une moyenne de prise de notes assez exceptionnelles pour des ministres ! »

forme pas, entre autres, en exacerbation des égoïsmes. »

Mais au-delà de leurs problèmes et de leurs préoccupations « catégoriels », les élus socialistes ont bien montré, à Toulouse, que leur souci majeur était de relayer l'action gouvernementale : « Nous devons être à tout moment, a affirmé avec force leur président, le relais socialiste à l'action gouvernementale. L'aventure du socialisme c'est avant tout celle de tous les élus sur le terrain. » Aussi les membres de la F.n.e.s.r. ont-ils décidé de lancer toutes leurs forces dans la bataille contre le chômage et pour l'emploi. « Les élus doivent être en première ligne dans cette bataille, leur a dit Pierre Mauroy. »

Le Premier ministre a rappelé que sept cent cinquante mille jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail alors que cinq cent mille départs en retraite seulement sont enregistrés. Si la relance permettra de créer cent mille à cent cinquante mille emplois il faut en libérer et en créer d'autres, c'est ce que le Premier ministre a invité les élus à faire : préretraite pour les fonctionnaires locaux, embauche de jeunes chômeurs. Les élus vont prendre l'initiative de créer partout des « comités pour l'emploi ». « Au niveau local, a dit le Premier ministre, le comité peut jouer un rôle d'information et d'impulsion. Par sa connaissance de la situation concrète de l'emploi, il est à même d'imaginer les adaptations nécessaires, voire d'innover en s'inspirant d'un principe : faire en sorte que les efforts financiers mis en jeu au nom de la solidarité soient le plus possible créateurs d'emplois. Cela, aucune norme centralisée ne pourrait le garantir. »

La note la plus politique du rassemblement de Toulouse a été donnée par Lionel Jospin, lui-même député et conseiller de Paris. Pour le Premier secrétaire du Parti socialiste la mobilisation des élus a été magnifique, exemplaire » en 1976, 1977, 1978 et 1981. Mais maintenant « nous sommes face à notre peuple, face à la réalité, face aux obstacles, face à nous-mêmes », a dit Lionel Jospin. Pour lui le président de la République conduit son septennat dans l'ordre après « l'éblouissement euphorique de la victoire. » Il a aussi réaffirmé le rôle de décision du Parti en rappelant le passé : « La Fédération des élus socialistes a eu la sagesse de laisser au Parti le rôle de décision. Le Parti a su ne pas avoir un comportement de surveillance à son égard. »

Le Premier secrétaire, tout comme le Premier ministre, a appelé les élus à monter en première ligne dans la bataille pour l'emploi. Il a affirmé que le Parti socialiste était maintenant mobilisé et engagé auprès du gouvernement : « Il faut faire sortir, a dit Lionel Jospin aux élus de son parti, d'autres valeurs collectives et dans ce domaine votre intervention est indispensable. Gérons ensemble la conquête d'une société plus moderne, plus juste et plus libre. »

Le Premier secrétaire du Parti socialiste a donné trois rendez-vous aux élus de la F.n.e.r.s. : les quatre prochaines élections législatives partielles, les élections cantonales de mars 1982 et surtout « un plus grand rendez-vous politique encore », les élections municipales de 1983. Un nouveau manifeste municipal doit être élaboré « pour partir au combat » et entre autres à la conquête du Capitole. Car Toulouse la rouge, comme l'ont rappelé Alex Rémond, président du conseil régional de Midi-Pyrénées, député de Toulouse et Gérard Bapt, vote majoritairement à gauche. Mais un découpage unique a permis de maintenir au Capitole un maire de droite.

Découpage et « charcutage »

Le nouveau découpage électoral auquel les services du ministère de l'Intérieur sont en train de mettre la dernière main était d'ailleurs à l'ordre du jour du congrès de la F.n.e.s.r. Il y a des années que les élus socialistes se plaignaient au fil de leurs congrès d'un découpage des cantons qui depuis près de trente ans ne correspond plus à la réalité démographique. En effet, les campagnes se sont vidées de leurs habitants au profit des villes. Sans que la droite au pouvoir ait jamais voulu prendre le risque d'un remodelage. Ainsi bien des cantons des zones urbaines dans la région parisienne ou dans la région lyonnaise, pour ne parler que de celles-là. « La mise à jour des cantons devrait sans aucun doute amplifier nos progrès », a déclaré Louis Mermaz. Lionel Jospin revendique de plein droit le nouveau découpage « démographiquement et donc démocratiquement juste. » Et d'une même voix le président de l'Assemblée nationale et le Premier secrétaire dénoncent « le grand charcutier, Poniatowski ».

Impossible dans ce congrès d'élus de ne pas aborder « le statut ». Jean Poperen a traduit l'optimisme d'une majorité qui devra, dès janvier prochain, engager au Palais-Bourbon le débat sur les modes de scrutin et le nouveau statut des élus locaux. Marcel Debarge, sénateur de Seine-Saint-Denis, parlementaire en mission spécialement chargé par Pierre Mauroy d'étudier la question, a déclaré qu'un projet de loi serait déposé au Parlement, également en janvier 1982. Le problème du non-cumul des mandats s'est heurté à des butées constitutionnelles. » C'est une loi organique votée dans les mêmes termes par le Sénat et l'Assemblée qui doit régir les mandats parlementaires. En revanche une loi ordinaire traitera des mandats locaux. Pour Marcel Debarge, il faudra distinguer entre les mandats simples des conseillers municipaux, généraux ou régionaux et les mandats de maire ou de président de conseil général. Cette loi permettra en tout cas l'accession aux responsabilités d'un plus grand nombre de femmes et d'hommes.

Dans leur résolution finale les élus socialistes et républicains affirment qu'ils ont pris la mesure de leur responsabilité à venir dans la réussite de l'action du gouvernement de la gauche et appellent les Français à assurer avec eux « le succès de la transformation économique et sociale ». Un but historique, lui aussi. ●

Vous voulez que "l'Unité" se développe ...

« L'Unité » est le seul moyen d'expression d'audience nationale du Parti socialiste. C'est dire l'importance du rôle que ce journal va avoir à jouer dans la nouvelle conjoncture politique.

Il le jouera grâce à l'effort de tous. De l'équipe qui le conçoit et le rédige, bien entendu, et qui doit pouvoir disposer de nouveaux moyens pour faire un hebdomadaire plus vivant et plus complet.

Mais l'effort nécessaire pour redonner une nouvelle dynamique à « l'Unité », nous le demandons aussi à tous nos abonnés, à tous nos lecteurs, à tous nos diffuseurs militants, à tous les adhérents du Parti socialiste. Dès maintenant, chacun doit se sentir mobilisé pour contribuer à l'accroissement rapide de la diffusion du journal par l'apport de nouveaux lecteurs. Que chacun de ceux qui nous lisent fasse un nouvel abonné et nous ferons en quelques semaines un bond en avant spectaculaire.

Le Parti socialiste a gagné au printemps dernier la bataille des élections. Il assume aujourd'hui à tous les niveaux les responsabilités du pouvoir. Il doit avoir désormais un journal à la hauteur de cette immense tâche.

Bulletin d'abonnement à retourner à

l'administration de l'unité 10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

* abonnement d'un an (230 F) ☐ * abonnement de six mois (150 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél : 878.40.73. Administration : 10, rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Emmanuele Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordelerc, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 . *Secrétaire administrative :* Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication : Nicole Chaillot ;* Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.

Politique internationale au fil des jours

Portugal les œillets sont bien coupés

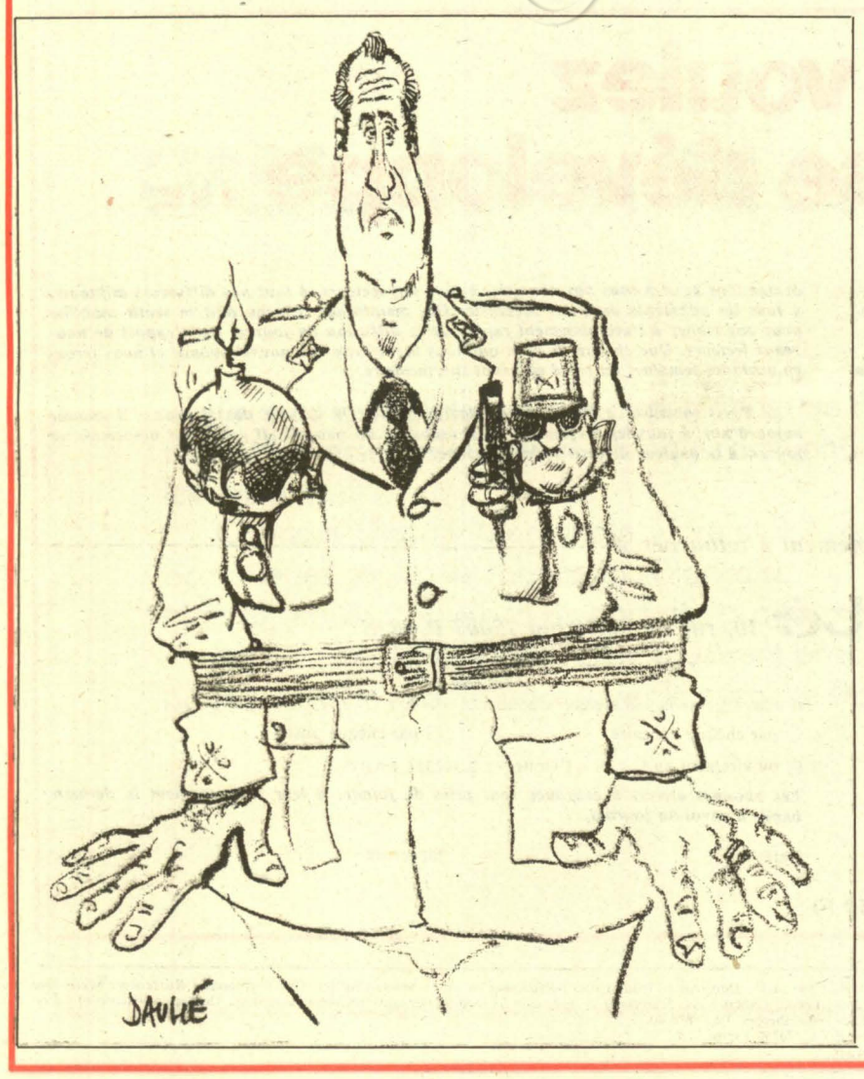
Le Portugal que va très prochainement redécouvrir le président de la République française, en visite officielle à l'invitation de son homologue portugais le général Eanès, n'a certes plus grand-chose de commun avec celui de la « révolution » du printemps 1974.

Une partie de l'armée — déboussolée par les échecs coloniaux —, le prolétariat urbain et rural, la jeunesse, découvraient alors explosivement les délices du gauchisme, du stalinisme, voire de l'autogestion, et aussi d'une analyse marxiste quelque peu rudimentaire, avouons-le ; toutes choses maniées avec art presque partout ailleurs en Europe occidentale depuis fort longtemps et dont ils étaient frustrés par la plus longue dictature continentale du siècle. Excès et illusions de la période révolutionnaire n'étaient pourtant pas sans raisons ni justifications. Car le Portugal était aussi frustré de pain et de liberté. Et pour une part au moins ceci explique cela.

De recul en recul, la gauche portugaise dans son ensemble est aujourd'hui sur la défensive. Le Parti communiste ne change pas. Marginalisé, il demeure l'un des plus staliniens d'Europe. Mario Soarès règne, sans partage depuis le dernier congrès, sur un Parti socialiste minoritaire à la Chambre. La fameuse extrême gauche portugaise — radicalement éliminée des cadres de l'armée — n'est plus représentée que par un seul député aligné... sur l'Albanie ! D'autres — depuis la présidence de la République jusqu'au sein du conseil de la révolution — freinent au maximum la remise en cause de ce qu'il est convenu d'appeler « les acquis de la révolution ». La résistance aux projets de révision constitutionnelle ne semble pourtant pas de nature à empêcher le grignotage tous azimuts de la droite. Les tenants de l'ancien régime dictatorial salazariste ont soif de revanche. La droite ne pardonne jamais la peur qu'on lui a fait. Pesant de l'intérieur comme de l'extérieur du gouvernement, le camp réactionnaire vise en fait à rompre l'équilibre institutionnel mis laborieusement au point au cours de ces dernières années post-révolutionnaires ; équilibre dont l'actuel président de la République semble, pour une part, le garant.

Prix et chômage sont en hausse en cette fin 1981. Engagées dès 1974, les tentatives de profondes transformations, ou de réformes, du paysage socio-économique national marquent le pas. Le secteur public s'étiole ; mais c'est dans l'agriculture que la situation demeure la plus inquiétante et la plus disparate.

Peut-on encore imaginer que dans le nord du Portugal, la plupart des propriétés ont moins d'un hectare ! Comparons : en France les agriculteurs affirment qu'il est désormais impossible de faire « survivre » une famille sur moins de dix ou vingt hectares... Ce sont pourtant ces bataillons de « propriétaires » miséreux — on s'en souvient — qu'on a fait donner en son temps contre tous les projets de réforme agraire, contre les menaces des « collectivistes » (les hommes au tracteur entre les dents). C'est le nord traditionnaliste, une population sécu-

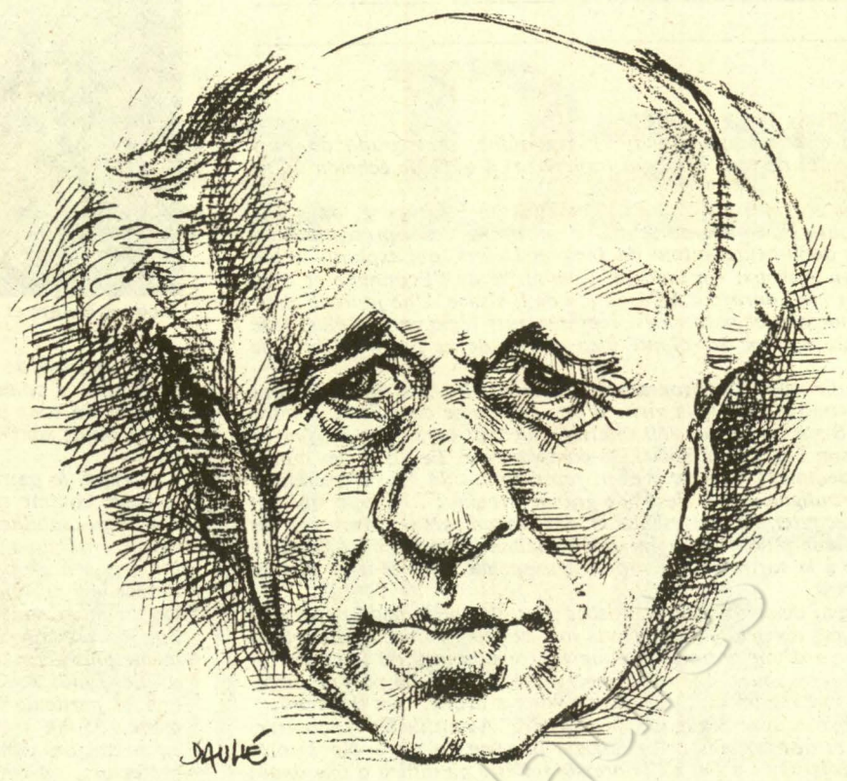


lairement soumise, par l'obscurantisme, à une hiérarchie cléricale profondément réactionnaire. Chaque année, les femmes traînent encore des genoux ensanglantés sur les cailloux de Fatima : seule la Vierge peut faire des miracles, toute réforme sociale est donc impie. Aujourd'hui 50 % de la population agricole est encore analphabète.

Dans le Sud — le « rouge » Alentejo —, on a profité des erreurs bureaucratiques d'un P.c. qui y fut influent, pour reprendre plus de 500 000 hectares aux collectivités paysannes. Le plus souvent, ils ont été tout simplement remis à leurs anciens et grands propriétaires féodaux. Objectif avoué de la droite : réduire l'influence communiste qui, il est vrai, n'avait, dans ses réalisations, pas grand-chose d'autogestionnaire... Ici — l'avenir nous le dira peut-être, bien qu'il ne dise jamais tout — il est moins sûr que ceci excuse ou compense cela...

GILBERT SANS

La longue marche d'Andreï Sakharov



Sakharov a gagné. Liza a obtenu son visa de sortie d'U.R.S.S. Le célèbre Prix Nobel de la paix qui avait entamé le 22 novembre, avec sa femme Elena Bonner, une grève de la faim, avait été hospitalisé, contre sa volonté, le 5 décembre. Le physicien soviétique utilisait cet ultime moyen de lutte pour que les autorités délivrent à Liza Alexeieva, la femme de son beau-fils réfugié à Boston, un visa de sortie pour rejoindre son mari.

Andreï Sakharov vivait en résidence surveillée à Gorki depuis bientôt un an. Dans cette ville située à quatre cents kilomètres à l'est de Moscou et interdite aux étrangers, Sakharov et sa femme étaient pratiquement prisonniers : surveillés jour et nuit par la police, et leur téléphone coupé. Le but des autorités était, bien sûr, que l'infatigable porte-parole, depuis 1968, des victimes des discriminations et des persécutions n'ait plus aucun contact avec les correspondants étrangers en poste à Moscou. Le K.g.b. semblait avoir gagné sur toute la ligne. C'était compter sans l'extraordinaire courage du savant qui n'a cessé de réclamer pour chacun de ses concitoyens l'application des accords d'Helsinki.

Aujourd'hui la presse soviétique tente de discréditer Andreï Sakharov : son combat serait un combat personnel puisqu'il s'agit d'un membre de sa famille. Par ailleurs la loi soviétique ne reconnaîtrait pas le mariage par procuration de Liza. De plus les parents de la jeune femme seraient malades et s'opposeraient à son départ. Et le gouvernement soviétique semblait vouloir faire la sourde oreille aux protestations de plus en plus vives de l'opinion publique dans les pays démocratiques. Tout particulièrement en France où manifestations et délégations se sont succédé devant l'ambassade soviétique. François Mitterrand a été le seul chef d'Etat occidental à écrire, dès le début de la grève du Prix Nobel, à Brejnev. Lionel Jospin a dit tout haut la solidarité du Parti socialiste avec Andreï Sakharov : « Ceux qui veulent nous convaincre de leur volonté de paix doivent être capables de ne pas prendre peur devant un homme et une femme et leur combat solitaire. » Claude Estier, lui aussi, en tant que président du groupe d'amitié parlementaire France-U.r.s.s. de l'Assemblée nationale, a écrit à l'ambassadeur d'Union soviétique à Paris : « Soyez assuré que cette démarche n'est dictée par aucun désir d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Union soviétique mais par de simples raisons humanitaires. »

Andreï Sakharov, de son côté, était décidé à aller jusqu'au bout de cette partie de bras de fer entre les Soviétiques et l'Occident dont il n'était que l'enjeu. Une issue fatale, à la suite d'une grève de la faim, aurait été du plus mauvais effet dans l'offensive de charme que mènent actuellement les Soviétiques à l'égard de l'Occident.

Voilà pourquoi après avoir fait hospitaliser le savant, le Kremlin a cédé car, à moins de le nourrir de force les dirigeants soviétiques n'auraient fait que reculer la terrible échéance d'autant que le physicien souffre du cœur. Et pendant ce temps la protestation se serait amplifiée. Le Kremlin n'avait plus qu'une marge de jeu très réduite : soit faire un mauvais calcul en s'enferrant dans une attitude à la fois incompréhensible et inacceptable, soit autoriser Liza à rejoindre son mari. La sagesse l'a emporté.

tuant en quelque sorte le prix à payer pour la « loyauté » de l'armée. Sinon, proclament en chœur ces belles âmes, « on ne répond plus de rien ».

De l'autre, une intensification des menées et préparatifs putschistes — c'est dans ce cadre que s'inscrit résolument le manifeste — comme provocations de l'extrême droite musclée en Pays Basque dans le temps même où l'on observe un arrêt des opérations terroristes de l'organisation Eta. C'est clair : dans le scénario putschiste le sang ne doit pas s'arrêter de couler.

Mais pour Calvo Sotelo, chef du gouvernement et des résidus de l'U.c.d. et Fraga Iribarne, leader d'une droite qu'on avait crue à tort « civilisée », il ne se passe décidément toujours rien de bien inquiétant.

Il ne s'est passé quelque chose que pour le journaliste de l'hebdomadaire « Interviu », récemment condamné à sept ans de prison ! Oui, sept ans. Il avait publié un reportage sur l'extrême droite et les activités para-policières au Pays Basque en donnant quelques noms et adresses d'indicateurs et de provocateurs. Ce verdict soulève un tollé de protestations dans tout le pays. Compte tenu des motifs de la condamnation, si nous apprenions un jour que ce journaliste avait mis tragiquement fin à ses jours en se pendant dans sa cellule, nous serions — déjà — quelques-uns à ne pas le croire vraiment...

G.S.

France - Israël : le dialogue repris

C'est désormais officiel : le président François Mitterrand arrivera en Israël le 10 février prochain pour une visite de trois jours qui y sera la première d'un chef d'Etat français. Renouant lui-même avec les dirigeants israéliens après une rupture de cinq ans au niveau ministériel, Claude Cheysson a préparé le climat du prochain voyage présidentiel en tenant sur place le langage clair que le nouveau gouvernement français n'a cessé de tenir sur le Proche-Orient.

En Israël, on faisait grief au ministre des Relations extérieures d'avoir rencontré Yasser Arafat. Il n'a pas eu de mal à remettre les choses au point en rappelant que la France entend maintenir le dialogue avec toutes les parties en conflit et que, si elle était fermement attachée à la sécurité de l'Etat d'Israël et à la garantie de cette sécurité, elle n'en tenait pas moins au droit des Palestiniens « à une patrie et à des structures étatiques. »

Claude Cheysson a aussi répété, comme l'avait fait la semaine dernière François Mitterrand interrogé sur ce point à Alger, que la France n'entend pas se poser en médiateur au Proche-Orient — ce qui exclut également toute participation française à une initiative européenne — et que sa seule ambition est de faciliter, si elle le peut, la négociation directe entre les belligérants, c'est-à-dire les pays arabes et Israël.

Nouveau printemps ? C'est ce qu'on disait à Jérusalem mardi soir au moment du départ de Claude Cheys-

A.f.p.



Claude Cheysson rencontrant son homologue israélien.

son. Cela ne veut pas dire que désormais les positions française et israélienne coïncident en tous points. Mais le dialogue si longtemps interrompu est repris dans les meilleures conditions possibles et va se poursuivre sur plusieurs plans y compris au sujet des livraisons d'armes qui continuaient jusqu'ici à faire l'objet d'un embargo de fait. Le succès, à une semaine de distance, du voyage de François Mitterrand en Algérie et de celui de Claude Cheysson en Israël illustre de façon spectaculaire l'impact de la nouvelle diplomatie française.

C.E.

L'Espagne dans une dangereuse tenaille

Un vrai gouvernement de la faiblesse institutionnalisée ; l'opinion espagnole commence à s'émouvoir sérieusement de l'incapacité des autorités face aux provocations de l'extrême droite dans la rue et dans l'armée. Des esprits chagrins parlent même de mauvaise volonté évidente...

La récente publication du Manifeste des cent militaires accentue dangereusement le mouvement de tenaille engagé contre la démocratie espagnole. La surprise des autorités a été totale : à croire qu'il n'y a plus en Espagne un seul agent secret ou service de police disponible...

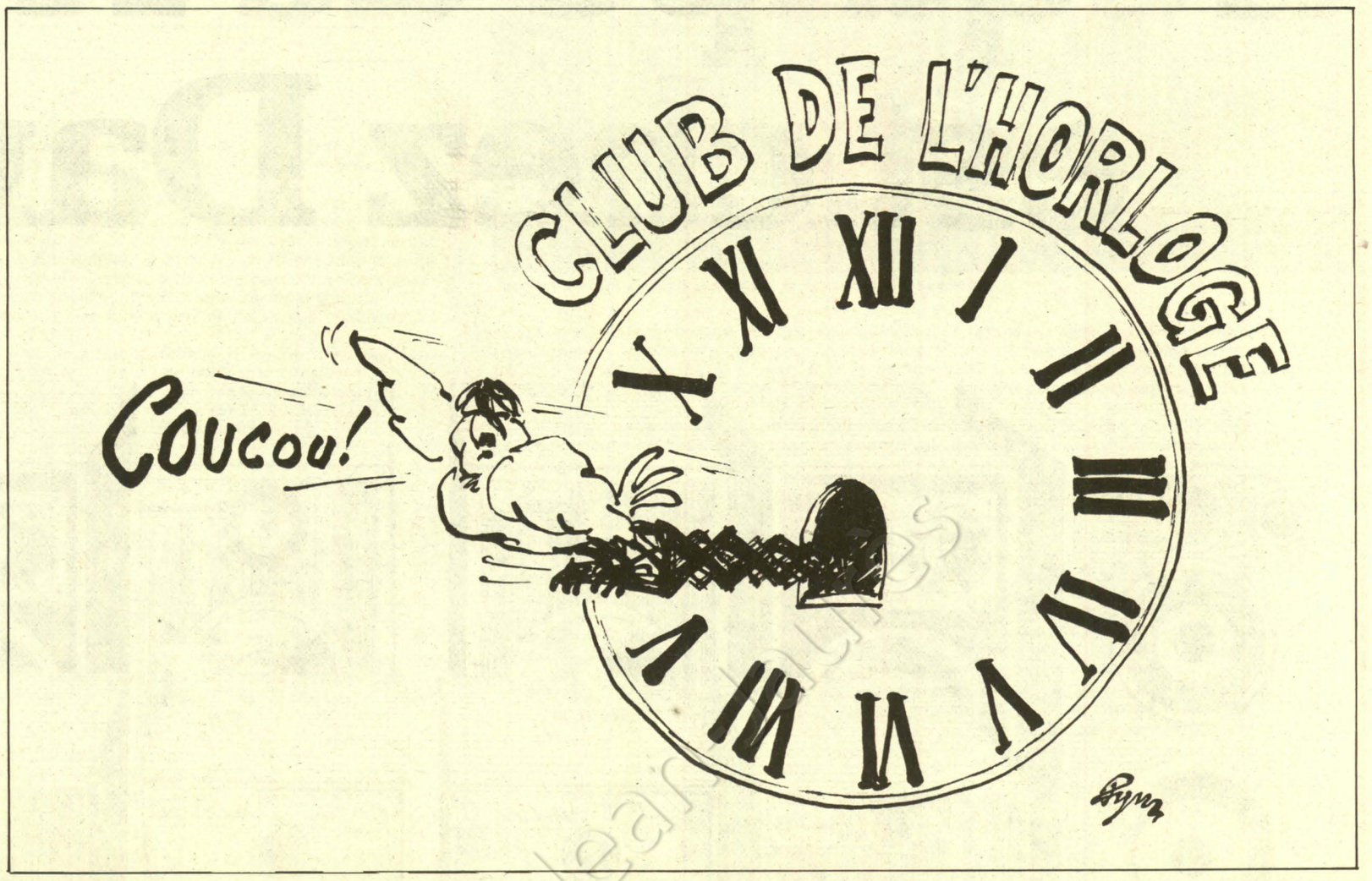
D'un côté, des responsables d'état-major de régions, militaires de haut rang et haute dignité, font « démocratiquement » pression sur la Zarzuela (le palais royal) et les milieux dirigeants, en affirmant l'impérieuse nécessité de ne mécontenter l'armée sur aucun point : maintien des privilèges de caste, pas de « punition » pour les putschistes du 23 février dernier et, surtout, que l'armée demeure seule maîtresse d'elle-même dans les casernes sans intervention du pouvoir civil — toujours considéré avec mépris — sur les nominations, promotions et mouvements divers. Tout cela, plus la mise à bas des autonomies au Pays Basque et en Catalogne, consti-

NOUVELLE DROITE

L'égalité, voilà l'ennemi...

Les idéologues de la droite - Q.i. de surdoués indo-européens - avancent masqués. Mais leur discours "biologique" est inspiré par de bien vieilles théories

PAR PAUL LEDUC ET JACQUES ROLAND



ALORS qu'on lui parlait du pape, Staline aurait un jour ricané : « Combien a-t-il de divisions, le pape ? » L'histoire a un certain sens de l'humour. Jean-Paul II vient d'une Pologne marquée par plus de trente-cinq ans de régime stalinien. La dialectique enseigne que la force des idées ne se jauge pas qu'en mégatonnes, chars et divisions. L'échec de la droite en mai et juin et la quasi-inexistence de l'extrême droite au plan électoral ne doivent donc pas faire illusion.

Les adversaires de la gauche n'ont pas désarmé. Certes, sur la sellette depuis l'affaire d'Auriol, le Sac fera bientôt l'objet d'une commission parlementaire d'enquête. Sans doute les néo-nazis de tout poil affiliés à l'ex-Fane, à ses succédanés ou à quelque autre groupuscule de tondus hystériques ne sont-ils qu'une poignée. Bien sûr, la démocratie n'est pas aujourd'hui menacée par l'activisme des adeptes de l'ordre « nouveau » : la France n'est pas l'Espagne. La présence, dans l'ombre, des auteurs impunis de meurtres et d'attentats, comme ceux revendiqués par « Honneur de la police », le vol d'armes à Foix suivi de revendications aussi bidon que ridicules, des menaces reçues ici et là, rien pour l'instant qui vaille une mobilisation autre que policière et judiciaire. La vigilance, par contre, s'impose. Car si la droite et l'extrême droite n'ont pas, pour diverses raisons, opté pour une stratégie putschiste, le contexte est propice à l'action idéologique.

Confrontée, après un quart de siècle d'opposition, aux réalités du pouvoir dans un contexte socio-économique difficile, la gauche offre un flanc plus fragile aux flèches de ses adversaires. Et à droite, où règnent l'amertume et la division, les thèses les plus pernicieuses sont susceptibles d'accrocher une partie de l'électorat des vaincus. La période actuelle s'annonce prometteuse pour les candidats à l'insémination du ventre, toujours fécond, d'où peut surgir la sale bête. Déboussolée, la droite est à la recherche d'un projet culturel. Sur ce terrain, la « nouvelle droite » a une longueur d'avance.

Si la distinction entre les diverses composantes de l'opposition, parlementaire ou non, impose de ne pas mêler les genres, la nouvelle droite, dans la mise en œuvre de sa stratégie entriste, n'y va pas par quatre chemins, mais par plus si c'est possible. Dans un entretien publié en 1977, Jean-Claude Valla, qui fut secrétaire général du Grece — Groupe de recherches et d'études pour la civilisation européenne — de 1970 à 1978, explicite un peu l'entreprise « métapolitique » de son organisation. « Nous ne sommes liés de façon privilégiée à aucun parti. C'est au contraire aux partis qui (...), dans tel ou tel aspect de nos propositions, trouveraient matière à réflexion fructueuse — en vue d'applications éventuelles — qu'il appartiendrait de donner à ces propositions l'écho approprié. Le Grece, si vous le préférez, joue à cet égard un peu le rôle d'une banque de données, c'est-à-dire, en fin de compte, d'une centrale d'influence... »

Adeptes de la supériorité de la race

Banque de données très particulière, le Grece centre sa réflexion sur la culture européenne. « Il y a à créer une nouvelle philosophie, une nouvelle conception du monde dans laquelle nous unirons les données permanentes de notre race... » Celui qui parle si délicatement d'une conception du monde basée sur des données raciales n'est autre que Jacques Bruyas, l'un des fondateurs du Grece, à l'occasion du 3e séminaire de cette organisation, un an seulement après mai 1968.

Pour faire passer dans les actes sa vision du monde ou, pour parler son langage abscons, pour que ses activités métapolitiques soient relayées politiquement, le Grece a défini sa démarche. Toujours en mai 1969, Jacques Bruyas l'exposait en ces termes :

« Notre action a deux objectifs : permettre et presque forcer nos amis à détenir des centres de décision et obtenir la participation des gens qui y sont déjà (...). Une fois (intellectuellement) armé, chacun d'entre nous peut s'orienter dans la direction la plus propice à lui fournir une parcelle de pouvoir dont il pourra faire profiter notre communauté d'hommes. Mais faisant cela, il n'est pas tenu, et dans certains cas il ne lui est pas conseillé, de dévoiler en tout ou partie les idées du Grece. C'est en fonction de l'opportunité qu'il s'attachera à infiltrer nos concepts, nos règles, notre vision... »

Les adeptes de la supériorité de la race et de la culture indo-européennes ont donc commencé d'infiltrer les centres de décision et de pouvoir. Le giscardisme constitua pour eux un terrain d'autant plus favorable que leurs idées y trouvèrent d'emblée un écho certain. Dans la revue du Grece — « Eléments » (n° 16) de juin 1976 — on peut lire cet aveu : « Un libéralisme décomplexé fondé sur les sciences de la vie est seul capable de rénover les données économiques et sociales de notre pays au contraire d'une aventure socialiste. »

Quelle est donc l'aventure socialiste ?

Obsédés du gène

Elle tient tout entière dans le terme central de la devise républicaine, l'«égalité ». Celle-ci constitue, en effet, ce que le Club de l'Horloge — proche du Grece et qui infiltra l'appareil d'Etat pendant le dernier septennat — dénomme « le Grand Tabou », du titre d'un livre commis par l'un des siens. Dénonçant l'égalité, fille de ce « bolchévisme de l'antiquité » hérité du judéo-christianisme, le Club de l'Horloge entend, comme le Grece, fonder son analyse sur une approche biologico-héréditariste. « Si, par exemple, comme l'enseigne la biologie, l'hérédité s'affirme comme plus déterminante que le milieu, les lois et constantes de l'histoire des peuples de l'antiquité européenne dont nous sommes génétiquement issus doivent être également valables pour nous, leurs lointains descendants. »



Passons sur cette lecture très orientée de la biologie et des sciences qui omet tout ce qui pourrait contredire la thèse à démontrer. L'épistémologie la plus élémentaire indique ce qu'il convient de penser de tels procédés où la vulgarisation de bas étage, déjà à l'œuvre dans la revue « Planète » fondée par Louis Pauwels, sert de prétexte à tous les délires. Isoler les données scientifiques, les sortir de leur contexte, les rapprocher d'autres éléments pareillement manipulés puis, sur une telle base, élaborer une doctrine sur l'homme, la société, l'Histoire a moins de chances d'aboutir à un résultat scientifique tangible que celui qui s'y livre n'en a de gagner au loto. Mais la caution de personnalités scientifiques engagées — pas plus autorisées à s'exprimer que tout un chacun dès lors qu'elles sortent de leur spécialité — et l'assurance de quelques professionnels de la parole et du boniment suffisent à abuser certains esprits peu avertis.

Une vision raciale, établissant la spécificité — sous-entendu la supériorité — d'une ethnie et d'une culture, a de quoi séduire les pauvres bougres qui s'y rattachent. Un petit moustachu à la mèche folle a fait un tabac sur ce thème. L'ennui c'est qu'il a fait aussi quelques millions de morts et entrepris de rayer à tout jamais les juifs de la planète. Il n'était pas non plus très tendre envers les socialistes, les communistes, les franc-maçons, les gitans, les homosexuels, etc. Aujourd'hui, nos obsédés du gène sont plus prudents. Ils affirment « simplement », comme l'a écrit l'ancien ministre giscardien Philippe Malaud dans « la Révolution libérale », que « les biologistes prouvent que l'hérédité est déterminante ». Métissage, danger (c'est nous qui précisons).

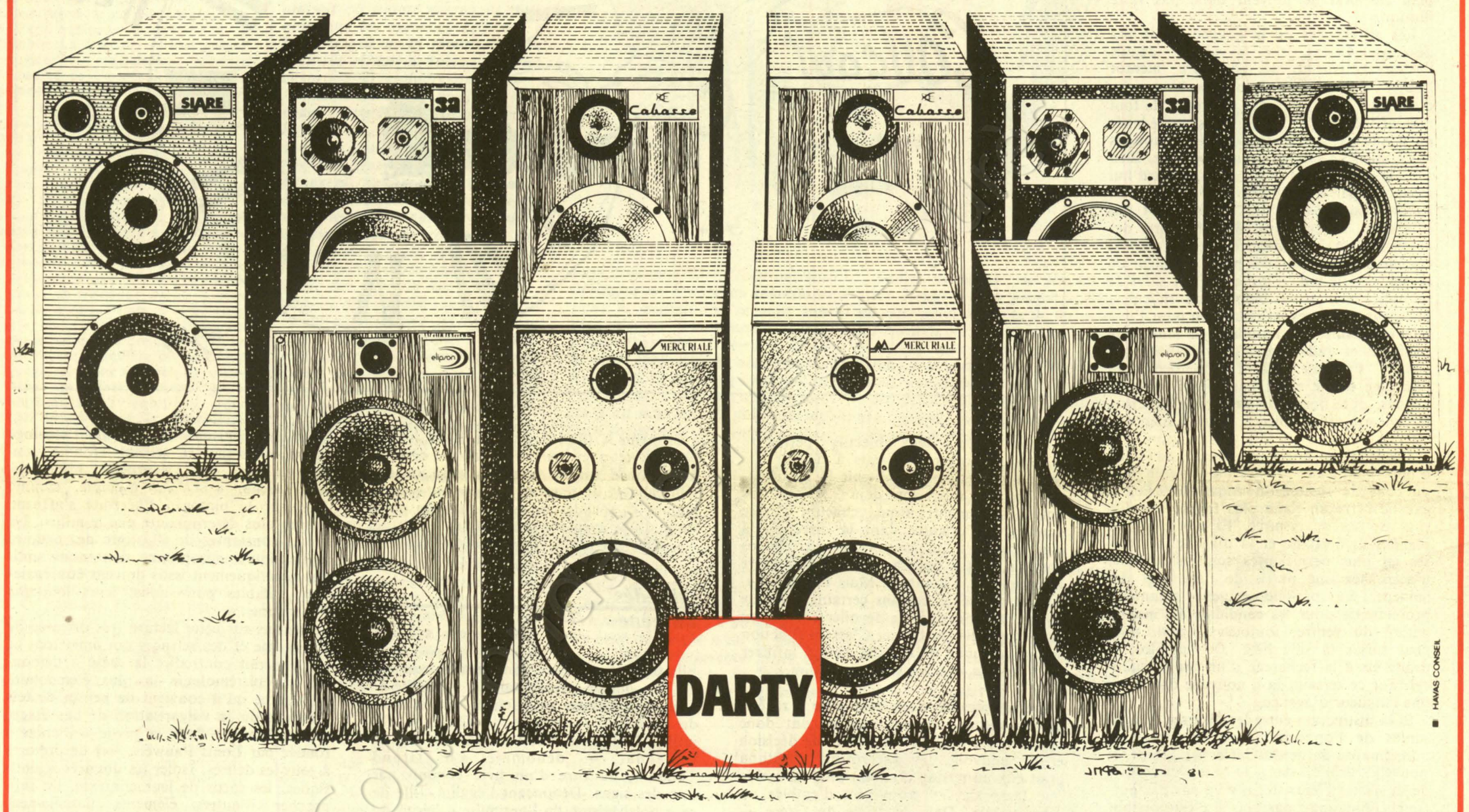
D'autres se sont laissé influencer par ce thème. Qui a dit : « Je voyais dans leur regard l'expression d'un attachement collectif à un système de valeurs venu du fond des âges, éclaté par les querelles idéologiques, bousculé par les désordres de la société de consommation, angoissé devant le foisonnement de la technologie, mais

(suite en page 11)

Hi-Fi

En enceintes acoustiques

L'équipe de France est chez Darty.



SIARE elipson 3a Cabasse MERCURIALE

Tous les spécialistes vous le diront, dans une chaîne hi-fi, les enceintes acoustiques sont un maillon essentiel : ce sont elles qui restituent le son d'origine et en transmettent toutes les nuances.

Cabasse, Élipson, Mercuriale, Siare et 3 A, constituent une grande équipe d'enceintes acoustiques, toutes de fabrication Française.

Naturellement, comme la plupart des grandes marques, elles font partie du choix Darty.

Profitez-en. Chez Darty, elles vous sont proposées au prix Darty, garanti par le remboursement de la différence, avec la garantie Darty gratuite.

DARTY

TV ÉLECTROMÉNAGER HI-FI VIDÉO

(suite de la page 9)

ancré quelque part dans la biologie profonde de ce peuple qui en fait un groupe à part, à jamais distinct des autres peuples et destiné à devenir, s'il surmonte les risques, une élite pour le monde » ? L'auteur de ces lignes immortelles est celui-là même auquel on doit cette autre citation : « Le patrimoine spirituel d'une civilisation vécue collectivement répond au patrimoine génétique d'une descendance biologique. » Ces lignes inquiétantes n'émanent pas de quelque théoricien admirateur de Lily Marlène mais de Valéry Giscard d'Estaing en personne.



Louis Pauwels, vu par Coureuil.

L'ancien président, auteur de « Démocratie française », hôte à l'Elysée d'intellectuels de gauche, l'homme qui a serré la main de prisonniers avant de leur faire cadeau de Peyrefitte, celui qui a déjeuné avec des éboueurs noirs, remonté les Champs-Elysées à pied, joué de l'accordéon, serait-il tombé sous le charme des thuriféraires de l'aryanitude et des athlètes du Q.i. indo-européen de la nouvelle droite ? Force est de constater que l'entrisme a réussi au-delà de toute espérance. L'obsession du retour à la pureté des origines et à l'unité ethnique avec, pour corollaire, l'acceptation de l'inégalité a fait tache d'huile.

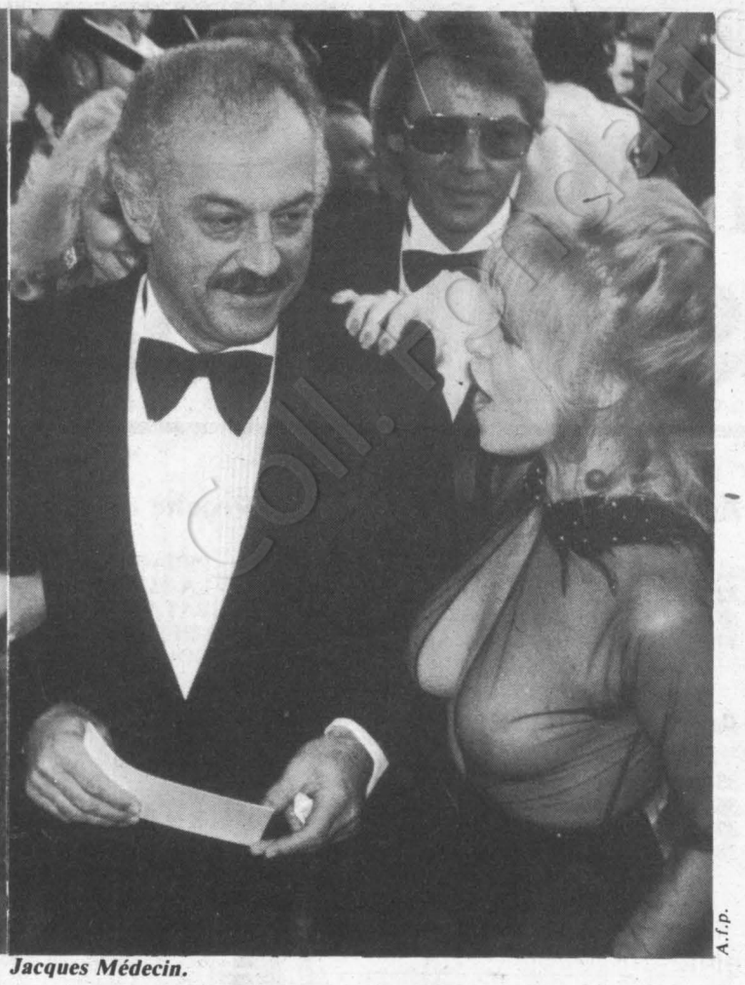
Noyautage du précédent régime

Les thèses inégalitaristes ont connu un vif succès auprès d'anciens ministres comme Christian Beullac et Alice Saunier-Seïté. Le rapport de Jean Couturier, destiné à « améliorer le fonctionnement du système éducatif », dénonçait le « dogmatisme égalitaire » pour la plus grande satisfaction du Grece, cette pépinière de surdoués. La société duale, fondamentalement inégalitaire, explicitement en germe dans le projet initial du VIIIe plan, trouvait son inspiration dans les travaux de la nouvelle droite. Michel Poniatowski, dans son livre « L'avenir n'est écrit nulle part », Jacques Médecin — le maire de Nice qui défend l'apartheid sud-africain — dans « le Terreau de la liberté », empruntent également aux thèmes chers aux nostalgiques du Grece et du Club de l'Horloge. Lorsque Ponia se prononce pour un retour aux « sources » indo-européennes et écrit que c'est « la race indo-européenne qui porte l'élan scientifique, technique et culturel et qui imprime sa marque à l'essor de nos sociétés », il apparaît que la nouvelle droite a su se faire entendre.

L'influence du Grece n'épargne pas le R.p.r. Chef de cabinet de Bernard Pons, secrétaire général du R.p.r., Yvan Blot fut membre du Grece puis président du Club de l'Horloge (créé en 1973), sous le pseudonyme de Michel Norey. Le noyautage a donc bien fonctionné. Les revues du Grece (« Nouvelle Ecole » et « Eléments »), la création des éditions Copernic, celle d'un comité de liaison pour les officiers et sous-officiers (le Closor), l'action menée dans l'enseignement avec le « Groupe d'études pour une nouvelle éducation » (Gene), sa revue « Nouvelle Education » et l'Association nationale pour les enfants surdoués (A.n.p.e.s.), la pénétration des milieux régionalistes et l'influence exercée sur divers journaux et revues indiquent le chemin parcouru, l'étendue de la toile tissée. Le clou de ce travail acharné c'est, bien entendu, le contrôle du « Figaro-magazine » de Louis Pauwells, hérault des opinions et du combat de la nouvelle droite.



Alice Saunier-Seïté.



Jacques Médecin.

A.f.p.



Michel Poniatowski, vu par Solo

Depuis le 10 mai quel est le devenir de cette nouvelle droite ? Présente-t-elle un danger pour la gauche et plus généralement pour la démocratie ? Il faut ici bien comprendre quelque chose : si la musique est connue, le contexte a changé. La stratégie reste « métapolitique » et culturelle. Point de bottes de cuir ni de « nunchakus ». Tout dans la tête qu'on a bien faite, avec un Q.i. de surdoué indo-européen. Ces gens-là ne sont pas putschistes mais visent la prise de pouvoir idéologique et culturel. Si les élites se laissaient séduire par ce discours de biologisation des rapports sociaux, le pouvoir politique ne serait plus qu'un fruit à cueillir. Que s'est-il passé à ce « Forum pour une alternative au socialisme » ? Le projet était moins de promouvoir la doctrine pure et dure que d'obtenir une accréditation auprès de libéraux opposés au projet socialiste. Ne nous trompons pas, ces gens-là avancent masqués. Qui sait par exemple que «l'athlète de la pensée », Alain de Benoist, docteur honoris causa de l'Institut des sciences du Québec, comme le dit le « Who's Who » de 1975-1976, est en fait docteur honoris causa de l'Institut supérieur des sciences biologiques, psychosomatiques et raciales. Un « institut » fondé au Québec par Jacques Beaugé-Prevost avec l'aide du très raciste G.A. Amaudruz du « Nouvel ordre européen » (1), basé à Lausanne ? Quelle est donc cette « Ligue nordique », chargée de promouvoir la « race teutone », fondée sous le 3e Reich par Hans Gunther, et où l'on retrouve, une fois encore, Alain de Benoist ?

Le tapage de l'été 1979 a fait un écran de fumée sur les origines de ces messieurs. Si le colloque « alternative au socialisme » était très bon chic-bon genre, soulignons que l'adresse donnée sur les cartons de soutien était celle d'Alain de Benoist. Même si, finalement, celui-ci a préféré ne pas venir. Voilà qui donne à « l'alternative » un éclairage inquiétant. Il est temps que les masques tombent ?

(1) Cf. le livre de Michael Billig « l'Internationale raciste » (Ed. Maspero).



BIDE

Waterloo, morne plaine

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

ILS prétendaient apporter « la riposte de l'intelligence ». Ce fut l'apothéose de la confusion mentale. Au Forum pour une alternative au socialisme organisé à Paris par Alice Saunier-Seïté et Louis Pauwels bon nombre d'invités s'étaient esquivés : dans le sillage de Raymond Aron qui a protesté vigoureusement contre l'utilisation de son nom en exergue de cette manifestation, il manquait à l'appel les libéraux américains, Vladimir Boukowski et même Alain de Benoist... théoricien de la nouvelle droite ! Et je n'ai pas discerné, dans l'avenue Gabriel déserte, « le vaste mouvement de foule » déçue-de-n'avoir-pas-pu-pénétrer-dans-la-salle-trop-petite : l'envoyé du « Quotidien de Paris » a dû être victime d'un mirage...

La salle était pleine, c'est vrai. « Le peuple de droite » — Alain Griotteray (député U.d.f. battu, mais éditorialiste du « Fig-Mag ») dixit — était là ; grands bourgeois venus du XVIe, du VIIe et du VIIIe arrondissement, fanatiques de laissez-les-vivre, ouailles de monseigneur Lefevre, nostalgiques de Pétain... et jeunes ultras en gants noirs et blousons noirs. Ils attendaient des mots d'ordre. Ils n'ont eu droit qu'à des explications fumeuses et contradictoires. Pourquoi la gauche a-t-elle gagné ? C'était l'un des thèmes de discussion — discussion à la tribune seulement : les auditeurs n'avaient pas le droit à la parole. Et dire que c'était un colloque d'intellectuels ! Les analyses volaient bas. L'autocritique valait son pesant de cacahouètes : « On avait la télévision, on n'a pas su s'en servir... » ; « Nous vivions dans un socialisme larvé : même Pompidou a fait l'éloge du socialisme à la suédoise » ; « On a laissé à la gauche le monopole des idées... comme si on avait honte de défendre les nôtres... ». D'un côté Jacques Carello — illustre représentant de la « nouvelle école économique française » ! Fervent émule de Raymond Barre, il estimait qu'on n'avait pas voulu aller jusqu'au bout de la logique économique barriste. Et de déplorer que l'on ait tenu Barre à l'écart de la campagne électorale comme si « on avait honte de sa politique »... De l'autre, Lionel Stoléru qui essayait de faire entendre une analyse « libérale » à ce public d'ultras : « On ne fait pas le bonheur des gens avec un taux de croissance, expliquait-t-il, il faut un projet culturel capable de rassembler 51 % des Français sur les valeurs qui sont les nôtres. » (Dur, dur...) Ces valeurs, certains orateurs comme Francis-George Dreyfus (ex-conseiller d'Alice Saunier-Seïté) ou Alain Griotteray les ont exaltées, déchaînant les applaudissements du public : « Le monde rural disparaît et avec lui l'enracinement cher à Barrès » ; « Nous avons pratiqué une politique culturelle qui a légitimé les idéologies marxistes... jusque dans les églises ! » Et de vitupérer les animateurs marxistes des M.j.c. ; contre les curés et les pasteurs (marxistes !) ; contre les enseignants (marxistes aussi)... « Nos enfants ont oublié qu'ils avaient des aïeux... » Et Griotteray de vouloir proclamer hautement les vraies valeurs de la droite sans être « contaminé » par l'idéologie marxiste : «Le droit à la liberté d'entreprendre, le droit au profit ! » Bref, pour la plupart des orateurs, Alice Saunier-Seïté en tête, l'échec de Giscard, c'est de n'avoir pas fait une politique suffisamment de droite en défendant au grand jour des idées de droite. Et la salle était bien d'accord. Seul Stoléru estimait que l'erreur a été de faire un « septennat de gestion » au lieu de continuer sur la lancée des réformes des premières années... Réformes (contraception, droit de vote à 18 ans) jugées bien excessives par l'assistance ! Au-delà de ces petites contradictions tous ont communié dans l'incantation antisocialiste : « Le projet socialiste, c'est la dictature d'un parti » ; « Le socialisme diminue l'homme et détruit la République » ; et cette perle : « Le 10 mai : un moment d'inattention des Français ». Cette affirmation d'Alain Griotteray suffit à montrer la profondeur de l'analyse de ces « intellectuels » rassemblés pour tenter de comprendre leur échec. Pénétrés d'idéologie inégalitaire, disciples de Barrès et de Maurras, comment pouvaient-ils comprendre les vraies raisons du ras-le-bol des Français ? Alain de Benoist a (pour une fois) raison : « La gauche peut dormir sur ses deux oreilles. »

Nos lecteurs ont la parole

Un nouveau sport mondain : la chasse aux sorcières

J'ai été ému aux larmes par les malheurs de la profession journalistique lâchement agressée par le ministre de l'Information qui, se prenant pour un citoyen, a osé se permettre de la critiquer.

Giscard était moins hypocrite. Quand il n'était pas content d'un journaliste, il ne s'abaissait pas à lui écrire : il le virait. Il en a chassé ainsi plus de deux cents.

Heureusement, aujourd'hui, les journalistes sont devenus intouchables. Même par la plume. Représentants dûment mandatés par la population, ils ont le pouvoir suprême de lui distiller l'information comme ils l'entendent, sans que personne ait à souffler mot. Sinon, c'est la chasse aux sorcières. Tant pis si les dépisteurs de ladite chasse sont souvent ceux-là même qui n'ont jamais levé le petit doigt quand elle battait réellement son plein... à leur profit.

Trêve de plaisanterie. La vérité, c'est que, loin de se montrer répressif, le nouveau pouvoir a eu l'honnêteté — beaucoup disent la naïveté — de faire confiance à la profession. Et, finalement, à l'exception de 5 ou 6 cas rejetés par la profession elle-même comme symboles nuisibles à son image de marque, les équipes sont restées en place. Et le giscardisme de cœur y tient toujours le haut du pavé.

Je ne parle pas du giscardisme officiel. Il est tout à fait normal et nécessaire que les représentants de la droite (Chirac, Lecanuet, etc.) s'expriment en tant que tels.

Je parle des méthodes plus subtiles qui consistent à sélectionner une information inodore, anesthésiante et visant donc à les détourner de tout ce qui peut donner à réfléchir sur les grands problèmes de notre temps. J'ai en tête un exemple précis. Le samedi 28 novembre, avait lieu à Paris une très importante marche en faveur du peuple salvadorien, avec la participation des partis de gauche, de la C.g.t., la C.f.d.t. et la Fen. Il n'est pas un Français de cœur qui niera l'importance de faire connaître que là-bas les enfants sont jetés en l'air et tirés au fusil comme des pigeons, que le génocide qui y est perpétré depuis un demi-siècle et plus particulièrement aujourd'hui, correspond, rapporté à l'échelle de la France, à l'extermination totale de la population d'une région comme l'Aquitaine. Eh bien, cette manifestation a été traitée au journal de 19 h de France Inter, montre en main, en 15 secondes. Par contre, ce même journal s'est ouvert sur un commentaire de 3 minutes sur une information d'une importance planétaire évidente : le prochain changement de képi des agents de police. Suivi, pour deux minutes, par l'aventure d'un quidam ayant retiré de l'argent avec sa carte de crédit sans que son compte soit approvisionné. Passionnant. Soit le tiers du temps de ce journal...

Moi, je demande que Guy Lux devienne directeur de l'information. Ce sera toujours du giscardisme rampant, mais au moins du giscardisme chantant. Et ça apaisera les sorcières.

Cela dit, pour ce qui me concerne, je ne désapprouve nullement le reportage incriminé. Je ne suis pas de l'avis de Georges Fillioud sur cette question. Mais je lui reconnais entièrement le droit d'exprimer une opinion inverse. En outre, les larmes de crocodile de certaines personnes bien peu qualifiées pour en verser ne me feront pas oublier l'œuvre immense accomplie depuis six mois dans le domaine de la défense et de l'extension des libertés.

JEAN RUMEAU
47600 NERAC

Droit de réponse

Etant le Responsable de l'Antenne A.n.p.e. de Rungis sur lequel vous êtes « tombée » (sic) lors de votre passage sur le M.i.n. et ayant été personnellement cité dans votre compte rendu du 6.11.81, je vous demande de bien vouloir publier la présente lettre, en vertu du droit de réponse auquel j'ai droit.

J'aurais, selon vous, dit que : « Les grossistes viennent me voir pour me dire qu'ils ont besoin d'embaucher. Et quand je leur envoie quelqu'un, il n'y a plus personne... bizarre... » J'affirme n'avoir jamais émis de tels propos.

Vous poursuivez : « Tout de même, on doit être le bureau A.n.p.e. le plus productif de France : avec zéro inscrit on a placé mille cent soixante-neuf personnes entre le 1er janvier et le 30 septembre ! » Je vous avais effectivement donné ce renseignement mais en vous demandant de ne pas le publier. Ma deuxième phrase contredisant d'ailleurs complètement la première, je me demande ce que le lecteur a pu penser !

Enfin, nous devions avoir une entrevue au sujet de l'emploi sur le M.i.n... vous n'avez pas cru bon de la réaliser, c'est dommage car vous auriez pu donner à lire les informations exactes que le public est en droit d'attendre d'un journaliste.

ANDRE PAUCHARD
94516 RUNGIS

Pitié pour les écolos

J'ai regretté profondément que le ministre de l'Energie l'autre soir à Europe 1 n'ait pas eu un mot pour ces courageux écologistes qui se sont fait tabassés, à poil, par les flics avec menaces de mort à l'appui à Golfech.

Je ne défends pas ici le principe antinucléaire dont nous savons bien qu'il est soutenu par grand nombre de socialistes. Je sais que le gouvernement applique les décisions qu'il a prises mais de grâce que l'on ait un peu de considération (dans les forces de l'ordre) pour des gens qui défendent (à leurs risques et périls ils le savent) une position parfaitement honorable. Ces policiers-là auraient dû être sanctionnés.

HUBERT ISNARD
TOURS

Justice pour les « sans-papiers »

J'ai lu avec intérêt les pages que vous avez consacrées cette semaine dans « l'Unité » sur les relations franco-algériennes. Mais j'ai trouvé très optimiste le jugement sur la politique de l'immigration suivie par le gouvernement Mauroy. On croirait que tout « baigne dans l'huile ». Quand on sait que depuis près d'un mois les « sans-papiers » de l'entreprise Eho 33 couchent dans le froid sous la tente au 2, bd de la Bastille pour obtenir leur contrat permettant leur régularisation ; quand on lit l'article du « Monde » de samedi sur « l'escroquerie aux faux papiers », on ne voit pas de différence d'attitude entre le gouvernement Barre-Giscard et le gouvernement Mauroy-Defferre : pourquoi aucune sanction n'est-elle prise contre les patrons, les policiers en civil vendant de fausses cartes de séjour ? Il faudrait les dénoncer à la télé et à la radio. Quand il y aura des sanctions exemplaires prises et annoncées publiquement les choses changeront.

J'espère que « l'Unité » parlera prochainement de ces problèmes et que la Commission nationale de l'immigration interviendra vigoureusement auprès des pouvoirs publics. C'est tous ensemble que nous devons lutter pour qu'il soit fait justice à tous, jusques et y compris les « sans-papiers ».

HENRI BEGUIN
93400 SAINT-OUEN

Pratiques bancaires

A propos du débat sur les nationalisations dans le secteur bancaire, je crois utile de vous faire part de mon témoignage sur la pratique des accords de crédit dans une grande banque privée où j'étais cadre.

Pour décider d'accorder (ou non) les crédits demandés par une entreprise, on procède à une analyse financière des comptes de cette entreprise.

Pour cette analyse et pour prendre la décision, on tient compte des éléments économiques et financiers et l'on essaie d'apprécier le RISQUE pris si le crédit est accordé.

Les garanties demandées sont telles que souvent des initiatives intéressantes sont freinées voire étouffées au détriment du développement et du dynamisme de l'économie.

Mais parmi les aberrations auxquelles conduit un certain état d'esprit, je voudrais citer la pratique suivante qui était couramment appliquée dans le service des « engagements » où j'ai travaillé : en plus des données techniques, d'un dossier et des critères financiers habituels, un autre élément entrait en compte lors de la prise de décision : la COULEUR de la chemise dans laquelle se trouvaient les documents et les comptes de l'entreprise... Il s'avérait en réalité que l'accord ou le rejet du dossier était largement conditionné par le montant des fonds PERSONNELS déposés par les dirigeants de l'entreprise cliente.

Cette pratique est déjà tout à fait contestable dans la mesure où un projet d'investissement parfaitement valable sera examiné de façon différente selon la fortune personnelle de son promoteur...

Mais jusqu'ici il n'y a rien de choquant pour qui est dans la pratique des affaires...

Ce qui est alors inadmissible, c'est de baser les décisions d'octroi de crédit non pas sur la fortune connue des particuliers, mais sur les fonds anonymes déposés par le chef d'entreprise sous forme de bons de caisse et autres avoirs occultes...

Ainsi à partir de la couleur du dossier présenté, le risque était réellement apprécié : une chemise de couleur verte indiquait au décideur que les fonds déposés dans la banque couvraient les crédits demandés ; une autre couleur indiquait que ces fonds anonymes couvraient la moitié du prêt demandé, etc.

Ce genre de procédé conduit à perpétuer les effets pervers de notre système économique ; j'espère pour ma part que le système bancaire nationalisé saura jouer le rôle qui lui revient dans une économie qui encouragera les initiatives des jeunes entrepreneurs qui n'ont pas de fortune personnelle ou familiale.

P.R.N.
AIX-EN-PROVENCE

HABITEZ UN VILLAGE des Pavillons de l'Atlantique

Autour de NANTES

1 - **NANTES** «Jules Verne»
2 - **NANTES** «La Gaudinière»
3 - **NANTES** «Moulin des Rochettes»
4 - **NANTES** «Batonnier Cholet»
5 - **NANTES** «Rue des Marsauderies»
5 - **ST HERBLAIN** «La Bergerie»
6 - **ST SEBASTIEN** «La Malnoue»
7 - **ST SEBASTIEN** «Les Violettes»
8 - **ST SEBASTIEN** «La Goulonnière»
9 - **ST SEBASTIEN** «Quartier St Jean»
10 - **COUERON** «Les Coquelicots»
11 - **COUERON** «Les Clos des Chênes»
12 - **COUERON** «Les Epinettes»
13 - **THOUARE** «La Morvandière»
14 - **STE LUCE** «Résidence Jules Verne»
15 - **BOUAYE** «La Mevelière»
16 - **BOUGUENAIS** «La Petite Vallée»
17 - **LE PELLERIN** «Hameau des Sports»
18 - **MAUVES** «Les Loquets»
19 - **VERTOU** «Les Pegers»

Autour de ST NAZAIRE

20 - **ST MARC** «Le Prazillon»
21 - **TRIGNAC** «La Pature de la Rie»
22 - **DONGES** «Trélagot»
23 - **PONTCHATEAU** «Le Clos des Granges»
24 - **ST GILDAS DES BOIS** «Les Sports»
25 - **ST PERE EN RETZ** «La Pinelots»
26 - **FROSSAY** «Les Couplonnières»
27 - **VUE** «La Boirie»

Autour de CHATEAUBRIANT

28 - **ISSE** «L'Arrentement»
29 - **MOISDON** «Les Ajoncs d'Or»
30 - **LOUISFERT** «La Jumelais»

Autour d'ANCENIS

31 - **ANCENIS** «Le Bois Jauni»
32 - **ANETZ** «Les 4 Chemins»
33 - **ST GEREON** «Les Hameaux de l'Ecochère»
34 - **TEILLE** «Village du Roscouët»

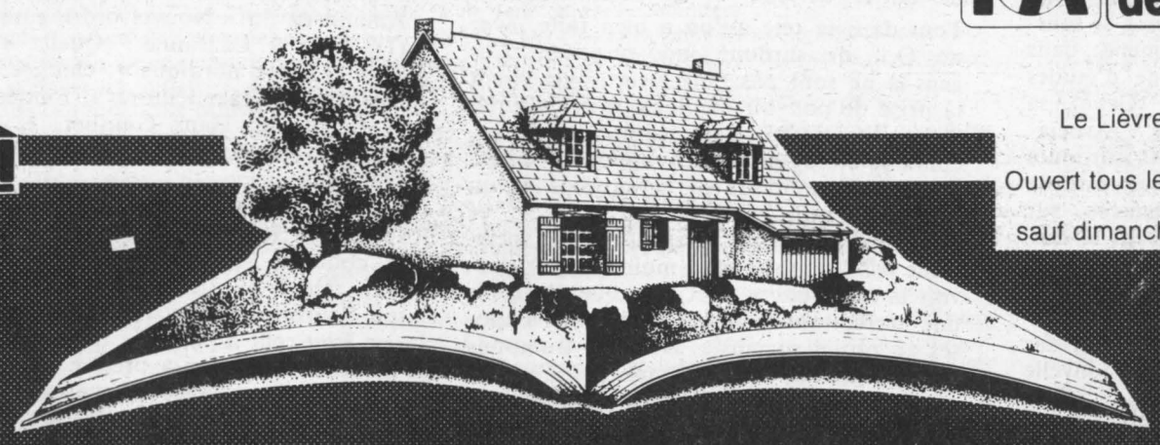
Autour de CLISSON

35 - **CLISSON** «Le Languenou»
36 - **ST HILAIRE DE CLISSON** «Les Sports»
37 - **MONTBERT** «Pont Bonnet»
38 - **ROCHESERVIERE** «Les Ajoncs»

Proche de la mer

39 - **PIRIAC** «Port au Loup»
40 - **LA TURBALLE** «Le Loc»
41 - **BATZ/MER** «Le Golf»
42 - **PREFAILLES** «Les Terres Blanches»
43 - **BOURGNEUF** «La Foliette»
44 - **ILE D'YEU** en projet
45 - **BERNERIE** en projet
46 - **LOCMARIAQUER** en projet

Membre du SMI



les Pavillons de l'Atlantique

Centre d'Exposition
Route de Vannes
Le Lièvreau - 44260 MALVILLE
TEL. (40) 89.92.44
Ouvert tous les jours de 9h à 12h et de 14h à 19h
sauf dimanche de 14h 30 à 18h 30

bon d'Information

Je désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur les villages suivant : ☐ ☐ ☐ ☐ ☐

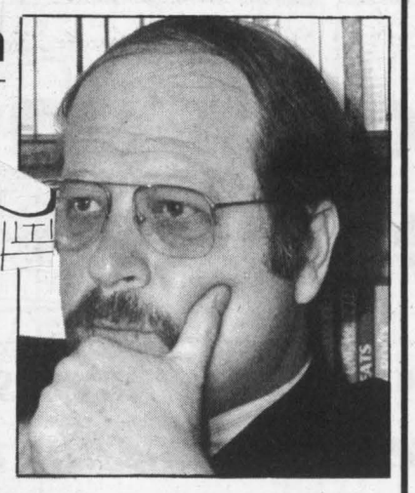
Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
_____
_____
Tél. _____
Profession _____

A retourner :
Les Pavillons de l'Atlantique
BP n° 5 Route de Vannes
44260 MALVILLE

NIS 48 16 51

La chronique littéraire de Claude Glayman

Policiers et polars



Il y a le « policier » vrai et le « policier » fictif. Le policier « vrai » c'est l'affaire de Broglie. Le policier « fictif » c'est un roman de Simenon. L'un ressemble à l'autre comme une goutte d'eau et réciproquement ; la seule différence tient à ce que dans un cas l'affaire « policière » a effectivement eu lieu, il y a eu mort d'homme réelle et constatée alors que dans l'autre cas on a imaginé, brodé, « fait comme si c'était vrai ». Nous vivons dans un univers violent, où, bien en dehors des guerres, l'homme tue l'homme. Vérité banale et universelle dont on imagine mal qu'elle puisse être contredite de sitôt. Serait-ce une raison pour ne pas s'indigner du crime, pour ne pas rechercher et découvrir les coupables et leurs motifs ? Mais la fatalité semble tellement forte que l'indignation s'estompe, disparaît.

Prenez par exemple cette affaire de Broglie. Deux livres récents en traitent. L'un signé par Jacques Derogy et Jean-Marie Pontaut sous le titre « Enquête sur les affaires d'un septennat » (Robert Laffont) ; le second intitulé « Un crime sous Giscard » est dû à Jesus Ynfante (François Maspéro). Derogy et Pontaut, qui ne traitent pas seulement de l'affaire de Broglie mais des cas Boulin, Fontanet, etc., avancent une thèse : la politique sécrète les « affaires » comme la vie de l'organisme humain sécrète les maladies. Pas moyen d'en empêcher l'avènement ! Soit ! Convient-il pour autant de s'en accommoder ? Derogy et Pontaut assurent — et leur enquête ne manque ni de consistance ni de preuves — que des hommes politiques sont saisis par la combine, l'argent, la truanderie sans que pour autant leur monde politique soit atteint sous forme de contagion par une quelconque compromission. En somme de Broglie a été mêlé ou s'est mêlé à tout un environnement louche non parce qu'il était député républicain indépendant mais parce qu'il était tenté par un mode de vie dangereux, trouble, facile comme l'est tout genre louche.

On fait régner un tel scepticisme

A ce niveau l'analyse paraît crédible. Ce qui me gêne, me laisse sur ma faim, c'est lorsqu'on ne s'arrête pas sur les effets boomerang d'une telle affaire. Si le politique produit du gangstérisme, il s'ensuit que le gangstérisme rejaillit sur le politique. Et là le bât blesse car le politique se propose de gouverner les autres et a priori on attend du politique qu'il ne se compromette pas. Voilà l'important ! On s'esclaffera et assurera que je ne suis qu'un doux rêveur, que les hommes ont toujours été les hommes et que la politique est et demeurera une chose sale. Rendant compte dans « l'Express » du livre de Derogy et Pontaut, l'excellent journaliste américain Edward Behr assurait en substance qu'il faudrait voir à l'œuvre le pouvoir socialiste à l'épreuve du temps... A partir de là on semblait dire : ne condamnez pas trop vite le précédent régime de peur d'avoir à le faire avec l'actuel. En somme, puisque virtuellement il pourrait y avoir des « affaires socialistes » il vaut mieux s'abstenir de juger les affaires, bien réelles, elles, du septennat écoulé. Paradoxe moral ! Pas tant pourtant. On fait de nos jours régner un tel scepticisme sur tout qu'en définitive on n'espère plus rien de rien.

Un peu court, non ? Vous voulez des coupables, des noms, des convergences malsaines, vous ? Eh bien ! lisez l'ouvrage de Jesus Ynfante qui n'y va pas par quatre chemins, lui. Certes. Mais inversement il ne nous convainc pas absolument. Avec Derogy/Pontaut on a la religion des faits et des seuls faits ! Avec Ynfante on a, avant tout, le désir de la démonstration politique ! Dans aucun des cas nous n'éprouvons le sentiment de toucher au fond du problème. Des points d'interrogation demeurent, des questions restent sans réponses, un malaise subsiste comme si le politique dans cet imbroglio avait perdu sa spécificité, son autonomie et pour tout dire la vertu qu'une démocratie doit lui accorder en raison de la séparation des pouvoirs.

C'est un peu sur le même mode que l'on lit les longues, douloureuses et terrifiantes pages que Georges Simenon vient de publier aux Presses de la Cité sous le titre « Mémoires intimes... suivis du livre de Marie-Jo ». Marie-Jo est la fille de l'écrivain. Elle s'est suicidée il y a quelques années laissant un journal, des notes, des lettres, des poèmes, qui constituent le « Livre de Marie-Jo » (Marie-Jo accompagnait ses textes littéraires à la guitare).

Il n'a sans doute pas été simple d'être la fille d'une personnalité comme Simenon et il a probablement été insupportable, dans tous les sens du terme, d'apprendre que votre fille se donne la mort volontairement lorsque l'on est son père et que l'on s'appelle Simenon. La moindre référence psychanalytique banaliserait pourtant cette effroyable tragédie. Simenon, immense écrivain, s'en tient lui à l'enquête comme le plus doué de ses commissaires. Et puisque Simenon a le don du suspense et celui de la description du milieu, qu'il cumule le talent de Hitchcock à celui de François Mauriac, pas échappé aux petitesses et aux contraintes des héros qu'il a créés, à celles des lecteurs qui l'ont lu ou le lisent. Le destin est banal. Les Grecs et Shakespeare l'avaient déjà dit. Simenon le redit en un livre-testament, attachant et insoutenable, l'affaire de Broglie et l'ouvrage de Derogy/Pontaut nous en administrent la preuve tout au long des audiences du procès qui lui est consacré.

Grain de sable de la fatalité

En somme « Le facteur sonne toujours deux fois » ! Et comme les écrans vous ont peut-être permis, il y a quelques mois, de voir la quatrième version cinématographique de ce roman mythique, j'en profiterai pour vous conseiller de lire ou relire ce court roman de James Cain (Folio). Le temps a conservé à ce livre sa percussion. L'essentiel y est dit en peu de mots, peu de pages. Deux pôles : l'amour et la mort. Tout se joue deux fois et la seconde finit toujours mal. Grain de sable de la fatalité ? Peut-être ! On ne sera pas indifférent au rappel du contexte social du roman de Cain : la grande dépression de 1929. Plusieurs écrivains américains dits « romanciers de polars » ont alors écrit une série de chefs-d'œuvre, comme si le policier ou plutôt le roman noir s'alimentait aux grandes secousses sociales, citons Horace Mac Coy, Raymond Chandler, Dashiell Hammett. Fayard publie une biographie de ce dernier, hélas ! anodine, et Balland en annonce une de Chandler. Découvrirons-nous ce qui faisait courir ces romanciers du sordide comme nous l'avons entrevu pour Simenon ?

Au fond, si les crimes vrais ne sont jamais durablement mystérieux, ceux qui en inventent de fictifs le sont. Comme si le crime fascinait ce que l'on appelle les honnêtes gens au point d'inspirer certains de leurs artistes. Pour quelles raisons ? ●



Georges Simenon.

on lit ce volumineux ouvrage en traquant le modèle de la mort de Marie-Jo et en découvrant le contexte, le cadre où s'est déroulée la vie de Simenon. Les deux thèmes forts se croisent, s'entremêlent, et s'influencent, conduisant souvent Simenon à apostropher sa fille, ses enfants. Il y a ici un côté « cœur mis à nu » qui indisposera ou au contraire captivera. Mais quelle que soit la réaction, on sera saisi par ce gouffre de vie, par la vitalité d'un créateur unique qui a séduit aussi bien Gide que Malraux. On soulignera aussi la banalité de tout ce déballage de linge sale familial. L'inspecteur de police, l'écrivain ne sont pas à l'abri des misérables « petits tas de secrets » qu'évoquait justement André Malraux. La mort met toujours en évidence ce qui est commun dans le lot. Et chacun s'aperçoit alors qu'il y a plus de commun que d'originalité. Le destin de Simenon n'a

Petites annonces

Tarifs	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (47 signes par ligne blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ». Tout courrier doit porter le numéro de référence de la petite annonce.

OFFRES D'EMPLOI

Réf. 162. Ville de Grasse (Alpes-Maritimes), classée 40 à 80 000 habitants, recrute par voie de mutation ou sur titres :
— Secrétaire général adjoint ; expérience municipale indispensable, collaborateur direct du secrétaire général pour les dossiers d'investissements. Direction de secrétariat général.
— Ingénieur subdivisionnaire ; formation bâtiment. Expérience professionnelle nécessaire.
— Adjoint technique pour la direction des ateliers municipaux.
Adresser lettre de candidature et curriculum vitae détaillé à monsieur le Maire de Grasse, 06335 Grasse Cédex, avant le 31 décembre 1981.

Réf. 163. Ville sud-est Paris à direction socialiste, 15 000 habitants avec dynamisme local important et réalisations originales recherche responsable information ayant réelle compétence professionnelle et esprit militant.
Ecrire au journal qui transmettra.

Réf. 164. Ville de Feyzin, 15 km de Lyon, 9 000 habitants, en expansion, recrute :
— un adjoint technique pour seconder le directeur de service ;
— un attaché financier, niveau licence sciences économiques (comptabilité M 12) ;
— un rédacteur chargé de l'information.
Adresser curriculum vitae à madame le député-maire, Hôtel de Ville, 69320 Feyzin.

Réf. 165. Ville de La Roche-sur-Yon (85021) recrute d'urgence un analyste programmeur, D.u.t. ou B.t.s. exigé. Echelle de rénumération : rédacteur ou adjoint technique + primes statutaires.
Candidatures et C.v. adressés à monsieur le Maire de La Roche-sur-Yon avant le 23 janvier 1982.

Réf. 166. Ville de Dammarie-lès-Lys recherche coordinateur(trice) pour ses centres de loisirs deux jours par semaine.
Ecrire à Olpafed, mairie, 77190 Dammarie-lès-Lys.

Etat de grâce dans l'édition !
Venez nous aider à présenter « les Grands Révolutionnaires » et « Femmes et société » aux militants (tes) et sympathisants (tes). Postes à pourvoir dans plusieurs régions, formation assurée mais véhicule et enthousiasme indispensables.

Ecrire à Monsieur Schoemann Editions Martinsart, 58 rue des Capucines, 41200 — Romorantin.

IMMOBILIER

Réf. 161. Près Rouen, château, parc 5 ha, 10 pièces + 13 pièces aménageables ; bien pour colonies, retraite, etc. Prix : 1 300 000 F.
Voir Cabinet Tillet, 114 rue La Condamine, Paris 17e. Tél. 755.61.42.

DIVERS

MAGIS-FLEURS
Réceptions-couronnes
20 av. Ledru-Rollin 75012 Paris
Tél. 345.65.76

Grâce aux Auditions Publiques du samedi soir au Dépot-vente nous connaissons des centaines de jeunes chanteurs et musiciens pleins d'énergie et de talent pour vos fêtes publiques ou privées. Nous les proposons sans intermédiaire ni commissions.

Le Dépot-vente de la Jatte
92200 Neuilly
Tél. Gérard Vacher 637.33.99

ROMAN

Tour du monde en 81 chapitres, tour du siècle en 81 ans

Avec "les Puissances des ténèbres", Burgess fait son entrée dans le Panthéon de la littérature universelle au même titre qu'un Joyce ou un Faulkner

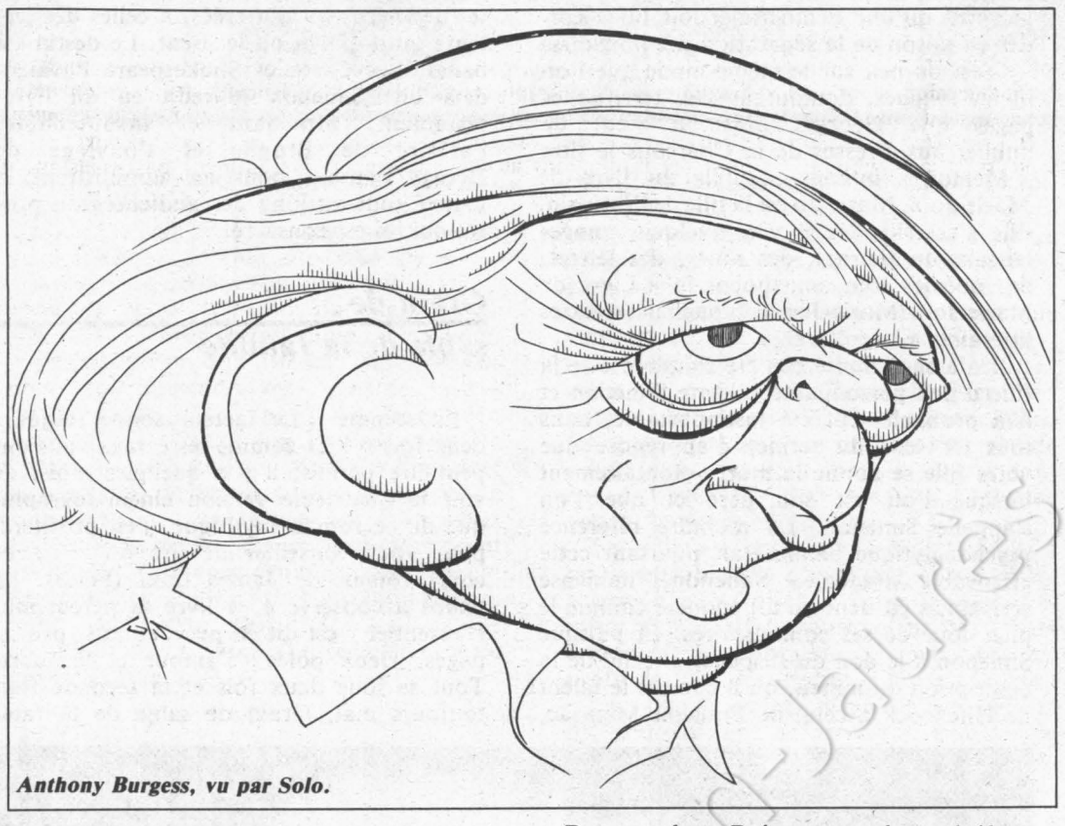
PAR MARIE-DOMINIQUE BRAULT

CE roman qui connaît un légitime succès de librairie restera l'un des chefs-d'œuvre du XXe siècle. La remarquable traduction d'Hortense Chabrier et de Georges Belmont, que Burgess, lui-même, estime meilleure que la version anglaise, nous restitue fidèlement le texte original. C'est une gageure que d'essayer de rendre compte en quelques lignes de ce roman de 712 pages dont la richesse exceptionnelle appelle la publication de thèses d'université.

La structure de ce livre est simple. L'Eglise veut canoniser l'un de ses papes Grégoire XVII, pionnier de l'œcuménisme, inspiré de Jean XXIII. Le narrateur Ken Toomey, son beau-frère, est appelé à témoigner pour le procès de canonisation.

L'esprit du narrateur de 81 ans se projette dans le passé. Nous voici en 1916, prêts pour un tour du monde en 81 chapitres, un tour de siècle en 81 ans. Le lecteur reconnaît dans le personnage de Ken Toomey, le narrateur du roman, le célèbre écrivain homosexuel britannique Somerset Maugham qu'Anthony Burgess tient en piètre estime. Les titres de ses best-sellers de jeunesse : « Gigue la gigouillette » et « Tu l'as dit, Cecil » indiquent la médiocrité artistique de Ken Toomey. Mais la mémoire de ce narrateur, grand voyageur, contraint de quitter l'Angleterre bien-pensante de 1916 à cause de son homosexualité, est, elle, d'une grande qualité et permet à Burgess de dresser une fresque gigantesque et géniale du XXe siècle.

Le métier du narrateur — écrivain —, sa situation familiale — beau-frère du pape — et ses penchants sexuels privilégient une grande variété de contacts avec des milieux divers dans des horizons différents : il évolue dans l'Albion puritaine de la Première Guerre mondiale, le Paris des milieux littéraires anglophones des années vingt, l'Orient, dans l'Amérique du jazz et des premiers gratte-ciel. Il nous dévoile les dessous d'un conclave, les sordides amours homosexuels d'une boîte à matelots, nous présente l'Italie fasciste, l'Allemagne nazie, nous fait découvrir les profondeurs d'un jeune Etat d'Afrique noire où le cannibalisme reste présent à travers une déviation des rites catholiques.



Anthony Burgess, vu par Solo.

En choisissant des langues, des dialectes, des images, des couleurs, des odeurs, des sons, des types de vocabulaire et de syntaxe en parfaite harmonie avec chacune des situations, c'est la substantifique moëlle du XXe siècle que Burgess nous livre.

Le narrateur est parfois acteur, plus souvent spectateur. Sa culture d'écrivain, sa position marginale, son âge, permettent une analyse réaliste de l'Eglise, du monde et du Mal, empreinte d'un humour parfois poussé jusqu'à la satire. Burgess est l'héritier du Joyce de « Portrait of the artist as a young man » lorsqu'il réfléchit, à travers le narrateur, à la création littéraire. Il s'inscrit aussi dans la tradition rabelaisienne de la créativité du langage, du style truculent, satirique, souvent impudique voire obscène. Le texte de ce roman intensément physique évite l'écueil de la pornographie par la maîtrise de l'écriture. Les scènes sexuelles, très crues, s'insèrent dans la trame du roman dont elles sont une composante essentielle. Pour Anthony Burgess, il n'est pas de grande littérature qui ne traite de sexe. Dans « les Puissances des ténèbres » (Acropole) il reprend le thème de l'homosexualité... déjà présent dans un de ses précédents romans : « Du miel pour les ours ».

C'est à travers ses manifestations physiques que Burgess aborde le problème du mal dans le monde. Quand le narrateur voyage en Orient, il ne nous offre pas une vignette à la Kipling mais une exploration plus douloureuse pour la sensibilité humaine. Il nous plonge au cœur du mal, mal-adie qui ronge les corps des patients d'un hôpital de Pérak (Etat de Malaisie).

Le médecin, qui lui fait visiter cette maison des malades, nous inflige par narrateur interposé une description médicale impitoyable de précision. Il balaie l'intérêt superficiel du romancier pour les consonances séduisantes et celui du lecteur pour l'exotisme. Le mal et l'horreur se cachent sous des noms ravissants. C'est un voyage au bout de Framboesia, de Modura, de Gangosa, un voyage au bout de la nuit, un voyage où le médecin est impuissant. Il est vaincu par le mal qui a pris forme humaine. Il en meurt : la magie noire a raison de l'homme pur, de l'homme blanc, de l'homme en blanc. La lutte contre le mal requiert une autre dimension, la dimension spirituelle. A l'exorciste appartient la tâche de chasser les puissances des ténèbres. Les scènes d'exorcisme — parfois scatologiques dans la veine de certains passages de la trilogie d'Enderby — ponctuent le roman. Ken pourrait témoigner : « Le Mal existe, je l'ai rencontré. »

Le Mal est omniprésent : tant dans la maladie que dans la pratique de l'homosexualité. Par vœu d'abstinence, par homosexualité ou stérilité, les personnages principaux du roman n'enfantent pas. Les seuls enfants qui naissent sont le fruit d'amours illégitimes et sont voués à la mort violente ou à la stérilité. Au péché de non-procréation par gaspillage de la semence de vie va succéder le meurtre à grande échelle. Le mal va s'amplifiant : le fascisme et le nazisme déferlent sur le monde. L'ignorance, la bêtise et la veulerie humaine ont ouvert les portes de l'Enfer.

Aux forces du mal il faut livrer combat. Ken Toomey s'y emploie en vain. La guerre éclate alors qu'il est en Allemagne et pour éviter l'internement il doit se prêter aux compromissions. Il réalise une émission radiophonique demandée par les autorités allemandes au cours de laquelle il se borne à glisser des acrostiches antinazis totalement indéchiffrables donc inefficaces. Piètre combattant face aux forces du mal. La médiocrité est son lot.

Son beau-frère qui deviendra pape est d'une autre trempe. Cet être charismatique, d'« une formidable laideur », milite avec dynamisme et vigueur. Selon lui, la vie est un sacré combat et un combat sacré. Il s'y lance portant haut la bannière de Dieu. Il n'hésite pas à frapper des fascistes italiens au bas-ventre, à torturer un nazi pour faire triompher le Bien.

Carlo, le futur pape, livre une lutte à mort aux puissances maléfiques et perd parfois. Il ne peut sauver ni son frère, victime de gangsters à Chicago, ni le médecin de l'hôpital malais victime de la magie noire.

Les victoires qu'il a remportées ne sont peut-être qu'illusions amères, victoires suprêmes du Malin : Godfrey l'enfant miraculeusement sauvé par l'imposition des mains se fait appeler « God » et crée sa propre secte qu'il entraînera à un suicide collectif où périra la propre petite-nièce du pape.

Carlo, alias Grégoire XVII, semble nier le péché originel et prêche « l'homme créature de Dieu et donc bon. Le mal est purement extérieur, entièrement monopole du diable et il peut être exorcisé. En dépit des preuves de la dépravation humaine... il se cramponne à la croyance en une pureté spirituelle accordée par Dieu ».

Le roman, le siècle débouchent sur un « Waste Land » où des hommes devenus fous de sexe, fous de Dieu, fous du Diable n'engendrent que stérilité, désolation et mort. Mais dans la conception métaphysique de Burgess le Mal est essentiel car lui seul permet l'exercice du libre arbitre qui donne à l'être sa dimension humaine. C'était déjà le thème d'« Orange mécanique ». L'homme doit être libre de choisir, fût-ce le mal absolu. ●

DISTILLATION : CHANGEZ DE PERSPECTIVE AVEC L'ENERGIE ELECTRIQUE.

« La réduction des coûts de production passe de plus en plus par la diminution du poste énergie. Un problème simple à énoncer, mais difficile à résoudre.
Pour distiller il faut en même temps chauffer le bouilleur et refroidir en tête de colonne. Un gaspillage d'énergie que nous ne pouvons plus nous permettre aujourd'hui. »

La solution électrique face au procédé classique.

— Procédé traditionnel : la vapeur de chauffage de la colonne est produite dans une chaudière à fuel. La chaleur est évacuée en tête de colonne par l'intermédiaire d'un aéro-réfrigérant.

— Utilisation de l'électricité : deux solutions possibles :

— **Pompe à chaleur** avec fluide intermédiaire et compresseur électrique. Placée sur le circuit de la vapeur elle permet d'en remonter le niveau thermique.

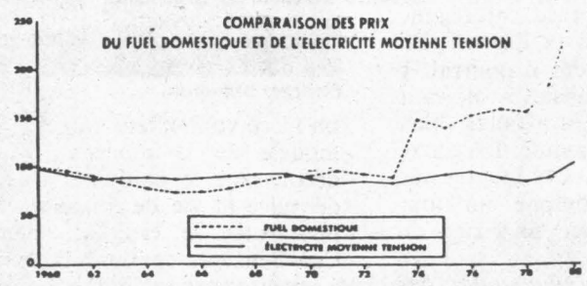
— **Recompression mécanique de la vapeur** (RMV) ou pompe à chaleur directe qui, si la nature des produits distillés le permet, utilise, après l'élévation du niveau thermique, la vapeur du produit lui-même sans fluide intermédiaire.

Les procédés électriques : des résultats économiques spectaculaires.

Applicables si l'écart de température est inférieur à 50° entre le pied et la tête de colonne. Ces solutions utilisent simplement l'énergie mécanique d'un compresseur fonctionnant en circuit fermé, et évitent l'évacuation de chaleur en tête de colonne.

Il suffit de comparer l'évolution des coûts des énergies utilisables pour comprendre l'intérêt des procédés électriques.

Un exemple pour 30 tonnes/heure d'Hexane à distiller :
— procédé classique : 3.215.000 F. H.T./an;
— système pompe à chaleur : 760.000 F T H.T./an;
— méthode RMV : 480.000 F H.T./an (F 1980).



L'exemple retenu nécessite un investissement de 4.730.000 F H.T. pour la pompe à chaleur (retour en 2 ans) et 4.760.000 F H.T. pour le procédé RMW (retour en 1,8 an).

Les économies annuelles d'exploitation ressortent donc à 76 % en procédé pompe à chaleur et 85 % en procédé recompression mécanique de la vapeur.
Des chiffres qui se passent de commentaires.

« Il y a un an, nous avons pris contact avec l'ingénieur EDF de notre région. La décision n'a pas été facile à prendre. Notre nouvel équipement sera en place dans quelques mois. Un investissement qui contribuera beaucoup au développement de l'entreprise. »
Dans chaque région, un ingénieur conseil EDF est là pour informer, mais surtout conseiller et assister les industriels intéressés par cette solution. Consultez-le.

INDUSTRIELS, AVEC L'ÉLECTRICITÉ, DEMAIN DÈS AUJOURD'HUI.

Culturel au jour le jour

L'œil du réalisme poétique

Si vous êtes de ceux pour qui la photographie est autre chose qu'un étalage de souvenirs de vacances ; si vous pensez qu'elle mérite de recevoir enfin ses lettres de noblesse et qu'elle nous en dit autant — sinon plus — sur notre société que le moindre texte, alors précipitez-vous au Musée du Luxembourg. Vous y attend une rétrospective saisissante sur Paris vu par les reporters de l'agence Magnum. Paris politique, Paris romantique, Paris insolite ou noctambule, Paris disparu... autant d'images d'une cité en mutation à travers quarante années (1936 - 1980) de son existence.

Fondée en 1947 par Robert Capa sur la base d'une simple coopérative de photographes soucieux de sauvegarder leur indépendance et de protéger leurs créations, l'agence Magnum devait, année après année, s'enrichir de quelques-uns des plus grands noms de la photographie : Henri Cartier-Bresson, David Seymour, Marc Riboud, Raymond Depardon, Martine Franck... Peu de gens, finalement, car on n'entre pas facilement chez Magnum où le recrutement ne s'établit que sur cooptation. D'où une trentaine de personnalités, seulement, pour signer les cent photos noir et blanc de l'exposition.

Ce qui frappe le plus, lorsqu'on pénètre à l'intérieur de ce Paris reconstitué et fixé pour l'éternité dans une pose de hasard, c'est la rapidité du coup d'œil, l'instinct du moment « M » comme il y a des jours « J ». Photos de signification immédiate, elles traquent l'endroit où il fallait être, que ce soit au cœur d'une émeute, en Mai-68, dans le tourbillon de la Libération (fascinants clichés de Capa) ou, encore, dans la morne tranquillité d'un quartier désaffecté. Visages d'enfants étonnés devant un cracheur de feu, en 1953 ; regards obsédants de trois débardeurs dans les Halles d'hier, flânerie d'un vieux monsieur, en 1968, devant deux inscriptions « Sadiquement vôtre » et « Jouissez sans entraves » : Cartier-Bresson attrape l'anecdote au vol, fige le fait divers et le transforme en rencontre. Saint-cyriens devenus touristes et mouvements de foule pour Martine Franck, avec les boulistes des Tuileries ou l'investiture de François Mitterrand et le départ, au premier plan, de Giscard d'Estaing. Quelques portraits de célébrités, également : le Cocteau aux mains superbement expressives d'Inge Morath, le Malraux narquois de David Seymour, le Camus torturé de Cartier-Bresson ou, toujours de lui, l'œil rusé de Colette. Mais, plus que les stars, ce sont les anonymes qui fascinent ; les scènes de rue, les scènes d'amour dans la nuit de Saint-Germain-des-Près (Dennis Stock) ; le quotidien rencontrant l'étrange dans les coulisses du Concert Mayol (Guy Le Querrec). Paris d'hier, à la Carné-Prévert ; Paris d'aujourd'hui à l'architecture futuriste (Charles Harbutt) : autant de miroirs où le promeneur se perd ; autant de mémoires qu'il se conquiert.

FABIAN GASTELLIER

* Paris-Magnum - jusqu'au 17 janvier. Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard.

* Un superbe livre préfacé par Irwin Shaw et Inge Morath vient d'être édité à l'occasion de cette exposition. On y retrouve les principales photographies regroupées au musée plus quelques superbes clichés. Une bonne idée de cadeau pour les fêtes : « Paris-Magnum », aux éditions Arthaud.

Télévision : on se refait une beauté

Finie la télé de la bouillie culturelle ? Il est permis d'espérer : T.f.1. et Antenne 2 se refont une façade avec — c'est ce qu'ils promettent — tout plein de jolies idées neuves. Pour Arnaud Tenèze, chef du département théâtre et musique sur la première chaîne, « il n'est plus suffisant de construire une programmation théâtrale en faisant son choix dans les pièces que l'affiche propose au cours d'une saison ». D'où un adieu à « Au théâtre ce soir » et un bonjour pour une belle initiative : sans pour autant renoncer à la diffusion des « classiques », T.f.1. va s'associer à certains théâtres pour monter des spectacles (un financement de participation en amont du montage théâtral et non une coproduction) et pratiquer une réelle « politique de découverte d'auteurs ». Lancement prévu : dès le début 1982. Côté musique, on veut multiplier les directs ; côté lyrique, la chaîne se propose d'ouvrir son écran aux opéras de province et de s'essayer de plus en plus à la diffusion simultanée avec France Musique. Cinq œuvres sont déjà disponibles : « les Contes d'Hoffmann », « le Couronnement de Poppée », « Falstaff », « Tannhauser » et, enfin, pour le registre moderne (encore le parent pauvre) « le Château de Barbe-Bleue » de Bartok.

De son côté, Antenne 2 met toute la gomme sur le 7e art, avec une nouvelle émission de Michel Boujut (journaliste aux « Nouvelles littéraires ») « Cinéma Cinémas ». Diffusée le troisième mardi de chaque mois (à partir du 19 janvier), cette émission d'une durée encore indéterminée (trois quarts d'heure ? une heure ?) a pour but d'aborder, à travers de petits films répartis sur cinq ou six rubriques fixes, tous les aspects du monde cinématographique : découverte d'un cinéaste, parole donnée à une personnalité pour parler du film de son choix, revue de presse sur les derniers films sortis, portrait d'un comédien, etc. Une émission qui cherche à ne pas promotionner une œuvre en particulier, mais à brasser l'ensemble de l'actualité cinématographique mensuelle. « Elle doit éveiller la curiosité et la passion pour le cinéma » explique Michel Boujut. On l'espère. Mais, d'ici là, si on nous collait un peu moins de navets débiles et de doublages déprimants (un récent « Casablanca » en français a porté aux limites du suicide tous les admirateurs de Bogart, quant au comique involontaire du doublage des acteurs japonais de « Tora Tora Tora » — Ah ! Raymond Gérôme en maréchal Yamamoto — on en pleure encore... de rire). Il ne s'agirait pas d'être « élitaire » à tout crin ; il s'agirait simplement de respecter à la fois les œuvres et le public. Ce ne serait déjà pas si mal.

F.G.



14 juillet, vu par Martine Franck.

Krzysztof Penderecki : le cri d'un peuple

L'un des plus grands compositeurs polonais d'aujourd'hui est venu à Paris créer l'une de ses dernières œuvres. Un choc inoui. Ou comment la musique peut devenir une passionnante arme politique.

Un cri. Un immense cri venu de Pologne jusqu'à nous. Un cri de révolte et d'espoir porté à travers les hauts murs de l'église Saint-Germain-des-Près par cent choristes, cent instrumentistes et quatre solistes. Un élan formidable, électrique ; l'âme de tout un peuple aujourd'hui debout pour revendiquer son droit à la parole.

On sait que la résistance polonaise passe par la religion ; par ce catholicisme arboré comme un blason subversif dans un pays où l'athéisme est inscrit dans l'ordre des idées. Comment ne pas comprendre, dans ces conditions, que la musique sacrée devienne, elle aussi, une arme formidable ? Parce que le sacré c'est la possibilité de l'opposition et que la musique peut dire plus que les mots, parler plus fort que les slogans, aller plus loin que les revendications. La musique polonaise n'est pas une innocente école. Elle puise ses inspirations au cœur même, aux blessures mêmes de son peuple : Krzysztof Penderecki — l'un des plus grands compositeurs polonais vivants avec Karol Szymanowski et Witold Lutoslawski — vient de nous en asséner magistralement la preuve, le 3 décembre dernier, en dirigeant plusieurs de ses œuvres, « les Psaumes de David », « Lacrymosa » et le « Réveil de Jacob » ainsi qu'un magnifique « Te Deum », dédié au pape Jean-Paul II et dont c'était la création en France.

Krzysztof Penderecki, né à Cracovie en 1933, est un peu le témoin de son siècle. Qu'elles soient directement dictées par l'écriture et les thèmes religieux ou pas, ses compositions portent généralement la marque de nos récentes années noires : « Thrène », composé à la mémoire des victimes d'Hiroshima, « Dies Irae » (1967), oratorio dédié aux morts d'Auschwitz ou, encore, le « Lacrymosa », écrit à la mémoire des grévistes polonais tombés sous les balles de la répression policière à Gdansk, en 1970.

Sa volonté de liberté, Penderecki l'a manifestée également en trouvant petit à petit un style d'écriture personnel, ne se coupant pas totalement des racines de la tradition mais s'habillant de contemporanéité sans pour autant devenir l'otage d'une école ou d'une forme particulière. A l'intérieur d'un pays où le conservatisme en matière de culture est la seule règle à suivre ; où des compositeurs comme Schönberg, Boulez ou Webern ont longtemps été tabous, une telle attitude est, à sa façon, une lutte, une manifestation d'opposition aux climats musicaux officiels.

Et Penderecki manifeste. Avec force et violence. Ce n'est pas un doux, un romantique qui se gargariserait d'harmonies onctueuses pour rappeler le paradis perdu ou bien quêter l'espoir d'un renouveau. Même s'il est aujourd'hui revenu à des compositions tonales — ce qui est peut-être dommage — Penderecki est plutôt un batailleur ; quelqu'un qui dérange et dont la musique éclate, brutale. Sa technique particulière d'écriture chorale donne l'impression (dans le « Te Deum », c'est frappant) qu'une foule est là, en mouvement ; qu'un peuple entier parle à travers les textes latins et polonais savamment entremêlés. Les voix ne murmurent pas, elles déchirent littéralement l'espace et se déploient acrobatiquement à travers toutes les possibilités : timbre sombre d'Ewa Podles, mezzo-soprano ; émotion claire de Jadwiga Gadulanka, soprano (particulièrement émouvante dans le « Te Deum » tout comme dans le « Lacrymosa ») ; puissance des voix masculines de Wieslaw Ochman (ténor) et d'Andrzej Hiolski (baryton-basse). Penderecki nous prend là à la gorge. La force lyrique de sa musique, loin de nous noyer sous sa masse sonore, détache subtilement chaque phrase, laisse couler chaque note.

Dans l'église Saint-Germain-des-Prés, pour « la Passion selon saint Luc », donnée le 1er décembre sous la direction de Piero Bellugi, comme pour le « Te Deum », un public enthousiaste devait accueillir à grand renfort de bravos une musique venue nous parler de l'espérance polonaise. A l'heure où, de nouveau, ce pays connaît un regain de tension ; au moment où le soulèvement ouvrier se voit une fois de plus menacé, l'appel de Penderecki résonne d'un éclat particulier. Bouleversés, les solistes pleuraient en chantant. Les instrumentistes aussi. Sur son podium, Penderecki, lui, tapait du pied avec précision et, peut-être, rage. La rage de dire, qui sait ? Alors qu'il n'en doute pas, il a été entendu.

F.G.

* « La Passion selon saint Luc » sera retransmise sur France Musique le 27 décembre.

* Pour connaître Krzysztof Penderecki : « la Passion selon saint Luc » (Philips), « les Diables de Loudun » (Philips), « le Réveil de Jacob » (Pathé Marconi), « Utrenya » (Philips) Symphonie, n° 2 (Pathé Marconi).

* Pour en savoir un peu plus sur la musique polonaise contemporaine, n'oubliez pas l'excellent livre de Jean-Paul Couchoud « Witold Lutoslawski » aux éditions Stock-musique.



« Votre enfant m'intéresse ».

Cinéma : alertez les parents

Jean-Michel Carré, c'est un cinéaste qui a de la suite dans les idées. Auteur déjà de « l'Enfant prisonnier » et de « Alertez les bébés », c'est la même thèse qu'il illustre avec son nouveau film : l'école traditionnelle et, plus largement, les modes habituels d'élevage des enfants concourent inéluctablement à la ségrégation sociale. « Votre enfant m'intéresse » recherche les racines historiques de ce processus que le mouvement ouvrier, si on a bien compris Jean-Michel Carré, essaie vainement de modifier (1).

L'intéressante reconstitution historique de « Votre enfant m'intéresse », peu fréquente dans le cinéma de production marginale — le collectif Grain de sable, en l'occurrence — nous mène assez vite à l'aube de l'industrialisation, quand les villes doivent accueillir l'afflux de populations déracinées et « indociles ». C'est à travers les enfants de ces pauvres que la bourgeoisie régnante va tenter de moraliser, de « dresser » la classe ouvrière naissante. Au lieu de l'école des Frères, elle offre à cette multitude d'enfants l'« école mutuelle » : c'est plus rapide et plus économique, raisonne-t-elle.

Tactique doublement erronée, du point de vue de la bourgeoisie : l'« apprentissage mutuel » fait éclater « dangereusement » le cadre de savoir scolaire ; et les loisirs dégagés par cet enseignement trop véloce entraînent les enfants à une autonomie nuisible à l'ordre établi. Retour, donc, à l'école moralisante et astreignante des Frères.

Moins directement peut-être, l'enfant est mêlé à la deuxième tentative de « normalisation » : à travers la famille, dont le schéma prolétarien sera calqué de force sur le schéma bourgeois. La femme sera l'instrument de cette politique visant à fixer l'ouvrier, à lui créer des liens contraignants. Œuvres philanthropiques, secours, primes d'allaitement, etc. : la police des familles passera par la « ménagère ». Une mère apte simultanément à surveiller l'enfant et à arracher l'époux au cabaret, lieu de déperdition d'énergie productive, sinon centre de contestation sociale.

Pour appâter la femme : un « intérieur », un logement relativement confortable où la « famille nucléaire » aura tendance à s'enfermer. Ministres et députés, de Siegfried à Jules Simon tel que les cite Carré, le préconisent sans fard : « Pour moraliser les ouvriers », un bon « habitat pavillonnaire » est « d'intérêt social » (celui de la classe dominante !) « Epuisées par les sacrifices qu'il a fallu pour construire la maison, ne s'intéressant que médiocrement à la vie publique, les familles se coupent de l'action syndicale dans les usines. » Et l'enfant cesse alors d'être un facteur de dynamisme social.

Le sujet, on le voit, pousse ses prolongements en tous sens, au point que l'auteur a dû, on imagine, abandonner plusieurs problèmes connexes. Malgré cela, à trop embrasser, Carré étreint mal et on se perd un peu dans cette analyse historique multiforme que vient encore enrichir — ou compliquer — l'évocation d'une école pilote contemporaine. Reproche relativement mineur, qui s'efface derrière la masse d'interrogations et de possibilités de débat que « Votre enfant m'intéresse » offre sur l'organisation sociale, la question de la famille, le statut de l'enfant, le rôle de l'éducation et de l'école... Pour les socialistes, des thèmes toujours neufs.

SERGE RICHARD

1) Le collectif Grain de sable (206, rue de Charenton, 75012) loue (800 ou 1 200 F) ce film en 16 ou 35 mm, tout comme « l'Enfant prisonnier » et « Alertez les bébés ». Mais aussi « Avoir vingt ans dans les Aurès », « la Bataille d'Alger », « Bon peuple portugais », « la Dernière Tombe à Dimbaza », « J'ai huit ans », « Summerhill », « Geel », « Kashima paradise », « Regarde, elle a les yeux grand ouverts », « Sucre amer », etc.

Jazz : les archets du roi

Le changement est partout, la preuve : c'est Augustin Dumay, le spécialiste de Gabriel Fauré et de César Franck, que le guitariste de jazz John Mc Laughlin a recruté pour tenir le violon quand Wea lui a offert d'enregistrer « Belo Horizonte ». Preuve d'un réjouissant œcuménisme, mais aussi du rôle nouveau que le jazz confie désormais à cet instrument.

Jusqu'à présent, on avait tout dit ici quand on avait dit Stéphane Grappelli. Et, de fait, son duo avec Martial Solal pour Orol Records restera comme un des phares de cette musique. Mais, de tous les dauphins du roi Stéphane, Didier Lockwood se confirme après Jean-Luc Ponty comme le plus doué des cadets, avec un effervescent « Fusion » (J.m.s. - Polydor) où Christian Vander, rescapé du groupe Magma, lui donne la réplique.

Il passe là, par instants, la belle folie du « Live at Prince Street » d'Ornette Coleman, enregistrement dont R.c.a. nous fait la surprise dix ans après que le saxo-violoniste ait donné ce concert intime pour ses seuls amis. Puisse la soirée de Didier Lockwood au New Morning de la rue des Petites-Ecuries, ce samedi 12, ressembler un tant soit peu à ce genre de fête !

S.R.

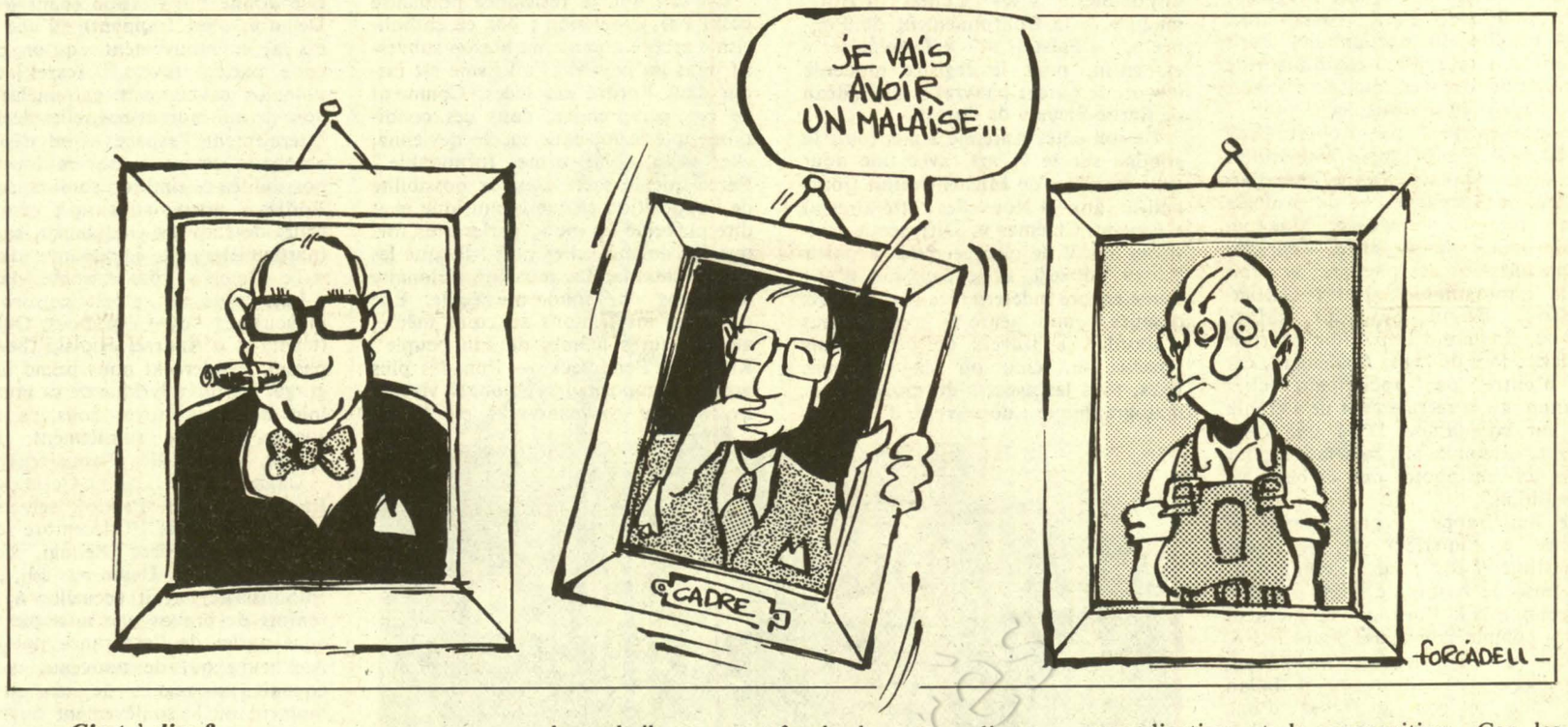
17 et

Les cadres ont le vertige...

Les cadres sont inquiets - même ceux qui ont voté à gauche. Pierre Vanlerenberghe, secrétaire général de l'U.c.c.-C.f.d.t., explique pourquoi

PAR MICHELE KESPI

RUDE week-end pour les cadres. L'U.g.i.c.t. (Union syndicale des ingénieurs, cadres et techniciens C.g.t.) a tenu, à Paris, les 4 et 5 décembre, son colloque annuel. Thème de ces assises : « Les initiatives et responsabilités des cadres pour faire progresser le changement. » Pour leur part, les cadres C.f.d.t. tenaient, à Bierville, le 5e congrès de leur organisation, l'U.c.c. (Union confédérale des ingénieurs et cadres). Quant à la C.g.e., elle avait affirmé haut et fort, au cours de la semaine, le mécontentement grandissant des cadres. Ce n'est pas l'avis des deux organisations syndicales de cadres, qui, tout en défendant les intérêts de leurs adhérents, se préoccupent d'abord de jouer un rôle positif dans la nouvelle situation politique. Quel rôle particulier les cadres peuvent-ils avoir dans l'entreprise ? Quelles sont leurs revendications spécifiques et comment les relier à celles des autres travailleurs ? « L'Unité » a demandé au secrétaire général de l'U.c.c. - C.f.d.t., Pierre Vanlerenberghe, de répondre à ces questions. Et à d'autres...



« L'Unité » : On parle beaucoup en ce moment de mécontentement des cadres. La C.g.c., par exemple, y fait souvent allusion. Faut-il, à votre avis, dramatiser cette colère ?

PIERRE VANLERENBERGHE : La C.g.c. durcit le ton, c'est son affaire. Mais son attitude ne reflète pas une forte montée d'un mécontentement chez les cadres. Qu'ils soient inquiets, dans leur grande majorité — même ceux qui ont voté à gauche — oui.

— Pourquoi ?

— Ils trouvent que cela va trop vite : ils ne saisissent pas bien la logique d'un grand nombre de réformes entreprises en même temps. Malgré les progrès de ces dernières semaines, ils jugent insuffisamment claires les politiques économiques et industrielles : ils ne voient pas exactement quelles seront les méthodes du gouvernement pour résoudre le problème du chômage.

Mais, de toute façon, les ingénieurs et cadres connaissent la lenteur avec laquelle on peut retourner les tendances profondes de la société : ils sont bien placés déjà pour le voir dans l'entreprise... Sur la réduction du temps de travail par exemple, ils savent parfaitement que provoquer un partage du travail amène beaucoup de résistances sur le partage du revenu. Donc, ils ne sont pas du tout prêts à juger, aujourd'hui, de façon catégorique et définitive, le gouvernement. Simplement, ils expriment ici où là leurs inquiétudes, et ils le font, naturellement, par leurs organisations syndicales.

A la C.f.d.t., nous n'avons aucun problème vis-à-vis du gouvernement. Entendons-nous bien : comme syndicalistes nous avons agi pour rendre possible le changement. Nous en sommes des acteurs actifs et nous exprimons cette inquiétude que nous sentons apparaître chez une bonne partie des ingénieurs et cadres.

— Est-ce dans cet esprit que votre organisation demande une table ronde de l'encadrement ?

— Tout à fait. Trois raisons à cette table ronde à laquelle doivent participer toutes les organisations syndicales de cadres.

La première : il est apparu ces deux ou trois dernières années que l'emploi était la préoccupation principale des cadres. Ils sont soucieux de voir ce chancre supprimé dans la société. La deuxième : les cadres savent qu'un pouvoir de gauche signifie la réduction des inégalités. La troisième : il n'y a jamais eu dans la gauche, qu'elle soit syndicale ou politique, une très grande clarté sur ce que le mouvement ouvrier attend des cadres. D'où de nombreuses interrogations auxquelles s'ajoute la crainte que les cadres soient mis à contribution plus que d'autres catégories sociales. Ils ont remarqué que la cotisation-chômage des fonctionnaires n'a pas été établie ! Tout cela a aggravé légèrement le climat et a conduit notre organisation à faire cette proposition. Il s'agit pour nous de réussir le changement, en faisant participer le maximum d'ingénieurs et cadres. Et en définissant les règles du jeu : nous voulons passer une sorte de contrat, moral ou social, entre les cadres et le pays pour avoir une vision précise de l'avenir.

— C'est-à-dire ?

— Il faut d'abord que le gouvernement soit clair sur sa politique. Si l'on prend ces derniers jours, c'est en bonne voie... Il faut aussi que soit affirmé avec force que, sur le terrain de la fiscalité, les catégories socio-professionnelles ayant à peu près le même niveau de qualification, de revenu, que les cadres, soient fiscalisées de la même façon. Et que l'on s'attaque délibérément à la fraude fiscale ! Il faut aussi maintenir, pour les deux années à venir, la fiscalité dans son état actuel pour une grande partie des ingénieurs et cadres — jusqu'à un certain plafond restant à définir — de façon à leur permettre d'exercer leur solidarité nouvelle sur le terrain de l'emploi, dans l'entreprise, où ils agissent naturellement.

Donnons-nous deux ans, et ils pourront effectivement agir dans les entreprises pour créer des emplois.

— Comment ?

— Les cadres doivent apporter une vue lucide sur ce qui se passe et s'engager délibérément dans la lutte pour la création d'emplois. S'il y a partage du travail, réduction massive du temps de travail — si cela est créateur d'emplois et s'ils en bénéficient —, nous sommes prêts à examiner des compensations salariales différenciées, à partir d'un certain niveau de salaire : ce sera l'apport positif, financier des cadres à cette bataille sur l'emploi. Ici, nous sommes tous d'accord. Sans problèmes.

Deuxième point : en tant que organisateurs de la production, ils auront une responsabilité dans la mise en application de la réduction du temps de travail pour qu'elle crée des emplois. Les ingénieurs et cadres sont responsables de leur atelier, de leur service et à l'occasion d'une réduction, ils peuvent répartir différemment le travail. Ils ont une responsabilité sur l'emploi, sa qualité et son volume.

Le troisième élément : la réduction du chômage passe aussi par une politique de relance. Cela suppose que l'on donne, dans l'entreprise, la priorité à l'évolution des bas salaires tout en s'interrogeant, entre catégories socio-professionnelles, sur la bonne manière de maintenir le pouvoir d'achat pour le plus grand nombre. Nous cherchons, nous C.f.d.t., à conserver pour la plus grande partie des ingénieurs et cadres le strict maintien du pouvoir d'achat, mais cela doit faire l'objet d'une négociation dans l'entreprise : affecte-t-on les surplus dus aux gains de productivité à la réduction du temps de travail (donc à la création d'emplois), ou au maintien et à la progression du pouvoir d'achat ?... Toutes ces questions se posent. Aujourd'hui.

— Les cadres ont-ils trouvé, dans le rapport Auroux, des garanties de droits nouveaux intéressants pour eux ?

— Nous sommes satisfaits de ce rapport. Nous avions fait un certain nombre de propositions qui ont été retenues. La constitution de comités de groupes dans les groupes industriels, pour disposer de l'ensemble de l'information économique : ainsi les cadres pourront non seulement agir dans l'entreprise, mais aussi mieux situer leur travail. Le comité d'entreprise disposant réellement de toute l'information économique, technologique : les cadres et l'organisation syndicale auront là l'ensemble des dossiers sur lesquels ils pourront fonder leurs revendications, et être en meilleure position pour négocier de façon responsable. La possibilité d'une saisine du conseil d'administration en cas de difficulté : les cadres y sont très sensibles.

Un autre élément, en revanche, apparaît difficile pour les cadres : l'obligation de négocier. Certains la ressentent comme un surcroît de pouvoir des organisations syndicales. Certes, il faut pouvoir négocier dans l'entreprise. Et la décentralisation rend la hiérarchie, à tous les niveaux, beaucoup plus responsable, disposant de plus d'autonomie, ce qui est un enrichissement non négligeable. Mais il manque, dans le rapport Auroux, des aspects sur lesquels nous-mêmes commençons seulement à réfléchir : garantir, par exemple, les possibilités pour l'encadrement d'innover sans être constamment soumis à la pression de leur direction...

— Donc, plus qu'un manque du rapport Auroux, vous soulignez vous-même les carences du syndicalisme cadre...

— Il y a effectivement une pratique syndicale à lancer sur laquelle nous réfléchissons.

— A propos de pratique syndicale, les cadres ont toujours été menacés par le risque d'un syndicalisme catégoriel. Comment pouvez-vous, d'une part, dépasser un syndicalisme de dénonciation pour avancer des propositions ? Et sans que cela soit catégoriel ?

— Notre conception du syndicalisme, telle que je viens de la définir, me semble allier, dans une seule et même démarche, la revendication et la proposition. Car les cadres se mobilisent syndicalement autour de propositions : ils veulent du positif, du concret, ils ont toujours été réservés par rapport à la contestation seule. Le syndicalisme, et la gauche en général, ont toujours eu du mal à marier — car c'est très difficile — les exigences et leurs concrétisations. Et on ne peut avancer sur ce terrain s'il n'y a pas une rencontre entre les différentes catégories.

Sur le terrain des technologies, qu'avons-nous constaté ces dernières années ? Les camarades ouvriers ou employés posent le problème en termes de conditions de travail et, un peu, en termes d'organisation du travail et de rapports hiérarchiques. En général, quand les cadres élaborent un processus de robotique ou d'informatique, ce n'est pas leur première interrogation... Ils s'interrogent, eux, sur : pourquoi tel choix de matériel ? Pourquoi avoir orienté le plan informatique, les applications vers tel ou tel secteur de l'entreprise, etc. ? Notre problème — et c'est là que doit jouer l'organisation syndicale — est de faire se rejoindre ces deux types d'interrogations. Pour que se construisent des contre-propositions.

— Ce processus ne peut avoir lieu si toutes les catégories socioprofessionnelles ne sont pas dans le coup...

— Bien sûr. Même si on est un « cadre de gauche », on oubliera toujours un certain nombre de choses. Par exemple, on peut oublier qu'un matériel excellent sur le plan technique donne des maux de tête... ●

LES ARCADES 2e tranche
Place de la Républiqué - NICE-LA TRINITE

(avec cave) à partir de	STUDIOS 175.000 F	2 PIECES 318.000 F	3 PIECES 418.000 F

Livraison 1er trimestre 1982 • Bureau de vente sur place : 54.42.05
Immeuble luxueux **PRÊTS CONVENTIONNÉS**
Documentation : ADIC SA PROMOTION 31, AV. J. MEDECIN.NICE. 88.50.06

arrière-pays niçois *au pied du Mont-Vial*

Les Clos REVEST LES ROCHES Alt:800m NICE 40 km.

STUDIOS à partir de 190.000 F
2 PIECES à partir de 212.000 F
MAS de **3** et **4** pièces avec **Jardin**

Je désire recevoir une documentation, sans engagement de ma part :
NOM : ..... Tél. : .....
ADRESSE : .....

RETOURNER à : A.D.I.C. s.a. PROMOTION
31, av. Jean-Médecin, 06000 NICE, tél. 88.50.06

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325